Vol 18 # 19 • Du 6 au 12 Novembre 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ALLONS-NOUS VERS UNE AUTRE TRANSITION?



TRANSITION ? NON,

pour sauver la vie sur Terre, nous avons besoin d'une

RÉVOLUTION !

Voir page 3

Nous approchons à grands pas de la fin de cette année, n'est-ce pas déjà le signal d'un échec flagrant de la transition impérialiste dans le pays ?

QUAND UNE NATION IMMORALE VOTE, N'ATTENDEZ PAS DE CHANGEMENT !



Voir page 4

Trump ou Harris? Quel que soit le vainqueur de la course présidentielle, le perdant sera la race humaine.









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Une riposte populaire inévitable !

Par Berthony Dupont

La question que tout le monde se pose dans le pays est comment sortir de cette crise qui n'en finit pas et dont la vitesse tend à s'accélérer davantage ? Une crise donnant l'impression qu'il n'y a pas une réaction conséquente et organisée de la population qui pourrait amener le pays sur une pente encore plus dangereuse. Depuis l'avènement et l'instauration du régime présidentiel de transition, par Washington, on assiste à une aggravation vertigineuse de la situation. Bizarrement, l'équation de la crise multidimensionnelle a créé depuis, une lutte interne au sein de l'appareil d'État pourri et corrompu qu'on pourrait même qualifier de politique du pire.

Cette crise sociopolitique aiguë qui s'amplifie de jour en jour avec le scandale de corruption des trois Conseillers ne fait qu'illustrer clairement que le mécanisme choisi par les puissances impérialistes pour tenter de régénérer l'appareil en décomposition ne saurait tenir davantage. Il n'est donc pas étonnant que leur transition « pacifique » ne puisse servir de prétexte aux secteurs politiques pour refaire leur virginité tant ils se sont salis et discrédités.

Comme ils sont incapables de ne rien alléger ou même de cacher la réalité, les événements doivent, forcément, prendre une autre tournure. Car la seule alternative propice semble l'inévitable bras de fer entre deux visions totalement opposées qui, déjà, se profilent à l'horizon. L'une visant la continuité du statu quo ante, c'est-à-dire «déshabiller Pierre pour habiller Paul », sans pour autant résoudre le moindre problème et l'autre en revanche portant le rêve d'un changement qualitatif allant jusqu'aux racines pour éradiquer le mal impérialiste.

De cette situation chaotique, nous approchons certainement vers un possible affrontement entre deux camps visant des trajectoires différentes, surtout une telle perspective pourrait radicaliser et même ouvrir les yeux des habitants des ghettos qui n'ont rien à perdre mais tout à gagner dans cette conjoncture. Deux forces seront appelées à se disputer le leadership politique et sans doute chacun défendra énergiquement sa position de classe. Ce face-à-face pourrait dégénérer en une véritable lutte sociopolitique.

Il y aura le camp qui maintient et soutient le régime actuel dans une alliance de la classe politique traditionnelle non seulement avec la bourgeoisie patripoche mais aussi avec les puissances impérialistes. Ce sont les forces obscures de droite, d'extrême droite et d'une pseudo-gauche, faisant figure d'ennemi numéro un des masses travailleuses, les empêchant systématiquement de choisir leur propre destin et leur droit à l'autodétermination. Ces individus n'ont aucune motivation pour rompre avec le système oligarchique où l'arbitraire, la corruption et l'injustice sociale s'érigent en norme de gouvernance pour faciliter l'exploitation éhontée, le pillage organisé par une minuscule minorité qui en profite, en utilise et en abuse tout en assurant la pérennité de l'Occident impérialiste en Haïti.

L'autre camp est celui de la résistance populaire auquel appartiennent les masses défavorisées, les ouvriers, les chômeurs, les paysans pauvres et une jeunesse abandonnée à son sort sans aucune perspective d'avenir. De sérieuses réflexions sont en cours afin d'analyser les causes de cette situation et pour élaborer des moyens de luttes efficaces.

L'objectif est de briser le statu quo, lutter pour les revendications les plus élémentaires, sans craindre non plus d'entrer en conflit ouvert avec la classe politique bourgeoise et sa politique rétrograde et machiavélique qui a conduit le pays à la faillite totale dans tous les domaines de la vie nationale : politique, économique et sociale. Une politique qui bloque les énergies de notre peuple dans le seul but de servir éternellement l'impérialisme international afin que le peuple continue à croupir dans la misère et la pauvreté.

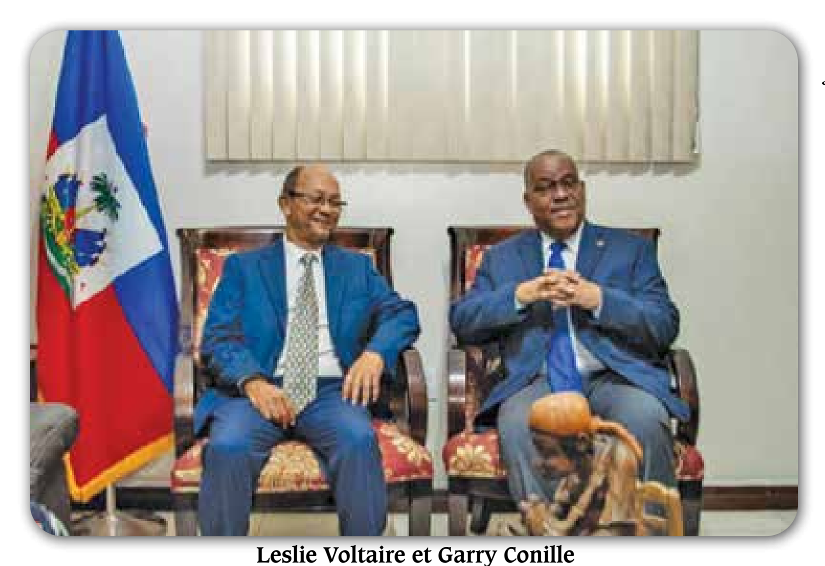
La survie du système capitaliste se prolonge au prix de la destruction de millions d'êtres humains chaque année, victimes de famines et de guerres, de surexploitation, de misère et de déplacements forcés dus à l'insécurité. Une insécurité qui n'est pas inévitable puisque c'est le gouvernement et ses complices du système qui l'organisent dans la mesure où elle est l'arme des oligarques qui permet aux capitalistes, au nom des crises et des violences, de se remplir les poches en exploitant toujours plus les travailleurs.

Cette insécurité programmée sert de façade, elle permet au système pourri qui nous écrase de rester intact ou du moins de sauvegarder les privilèges des forces exploiteuses. C'est un refus assuré de la clique dirigeante de s'attaquer aux causes profondes de nos maux. Elle préfère livrer le peuple, comme toujours, à la merci des promesses fallacieuses de l'impérialisme pour renforcer sa politique.

Par ailleurs, lutter contre le pouvoir du Conseil Présidentiel et son gouvernement imposé par Washington est aussi se révolter contre une panoplie d'organisations collaborationnistes qui les soutiennent en profitant du système corrompu. Le bras de fer est inévitable contre les composants et alliés de ce régime notamment : Fanmi Lavalas, Groupe Montana, Rasin kan pèp, Unnoh, Pprn, Konbit, Ppn, Nou vle viv, Amc-Haïti, Cosharco, Ipam, Comipol, Kofava, Sektè popilè, Kpsam, Rsd, Baam, Aso, Pademh, Konakom / Krn. Collectif des partis politiques 30 janvier, la Plateforme Résistance Démocratique/Engagés pour le Développement (RED/EDE), le Regroupement politique Compromis historique, Accord du 21 décembre, Parti politique Pitit Dessalines pour ne citer que ceux-là, qui font vivre au peuple l'illusion la plus grave de son histoire. Ces pseudo-organisations ou partis politiques laissent la population croire à des solutions qui n'en sont pas, sauf pour garder en réalité intact leur système pourri.

La source de l'insécurité qui a pris toutes les formes politiques, sociales et économiques est le régime d'exploitation capitaliste. C'est pourquoi il faut renverser ce système une fois pour toute avec ses cortèges de misères, ses interminables lots d'injustice et ses chimères. Il faut le combattre jusque dans ses derniers retranchements afin de le démasquer. Que le bras de fer entre les masses populaires organisées et les tenants du système commence au nom de la libération nationale ! C'est la seule voie qui soit conforme à l'honneur, à la dignité des laissés-pour-compte dans la mesure où c'est le seul langage que comprennent les forces réactionnaires.

Allons-nous vers une 3ème transition de l'empire ?



Leslie Voltaire et Garry Conille

Par Henriot Dorcent

Les querelles entre les membres du Conseil présidentiel de transition et le Premier ministre Garry Conille en Haïti donnent sans doute le signal qu'il y aurait une autre transition en gestation. Certes, une sorte de transition dans la transition pourrait-on dire, une fois de plus programmée par la CIA et le Département d'État américain.

Ces querelles intestines, de surcroîts personnels, ne sont pas innocentes et n'ont en réalité rien à voir avec les conditions réelles des masses populaires et la situation désastreuse du pays. Ces acteurs au service de l'impérialisme ne font que mettre en scène le jeu de l'ennemi du genre humain prônant la division pour mieux régner.

Les divergences ouvertes entre le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) et le Premier ministre ont clairement montré qu'ils sont des esclaves de salon qui se battent pour attirer l'attention du maître colonial vers l'un plutôt que vers l'autre. Dans l'état actuel des choses, l'un peut empoisonner voire éliminer l'autre pour être le seul à servir les impérialistes. C'est le cas de deux chiens qui se battent parce qu'ils ne s'entendent pas pour que leurs maîtres les mènent tous les deux en même temps. Ils veulent chacun être le seul chien fidèle du patron.

Chacun veut profiter de l'erreur de l'autre. L'ancien président du Conseil Présidentiel Edgard Leblanc Fils avait partagé le rôle sans rechigner, mais Leslie Voltaire de sources Lavalas est par nature un politicien individualiste, il ne voit que lui-même.

Dans ce contexte, les rumeurs sur la présence de mercenaires étrangers engagés par la Primature [auprès] de la Compagnie Studebaker défense group de l'ancien général Wesley Clark ont été vite appréhendées par le Conseil présidentiel de transition qui a tout de suite exigé des explications du Premier ministre et, dans une lettre, l'a invité à se présenter à la Villa d'accueil.

Pour déjouer les jeux du Conseil, le chef du gouvernement Garry Conille a été contraint de chercher des alliés parmi la population. Ainsi, en prélude à la réunion qui devait avoir lieu entre les deux têtes de l'Exécutif le lundi 4 novembre, Conille organisa un Forum citoyen à Kenscoff, le samedi 2 novembre 2024, une soi-disant plateforme pour échanger avec les citoyens du pays sur plusieurs termes brûlants de la vie nationale. Il s'est rendu disponible pour répondre aux questions de la population, un montage de propagandes bien monté à la manière du «*Gouvènman Lakay* ou» que Martelly-Lamothe organisait mensuellement pour amadouer la population afin de cacher son bluff.

A l'une des questions venues, non pas de l'auditoire mais d'un interlocuteur en ligne sur la question des mercenaires étrangers, le Premier ministre a répondu « *La garantie que je peux vous donner, sans tourner autour du pot, c'est qu'il n'y a pas de mercenaires sur le sol haïtien* ». Cependant, au cours de la réunion du 4 novembre entre Conille et les 3 membres du Conseil Présidentiel, il leur a expliqué que les étrangers sont là depuis quelques mois et sous la présidence d'Edgard Leblanc Fils qui a été bien informé du dossier. « *Ce ne sont pas des mercenaires, mais un groupe de formateurs pour aider à la formation de l'armée et de la police* ».

Par ailleurs, la Communauté des Caraibes (Caricom), dans une prise de position publiée le mardi 29 octobre se dit profondément préoccupée par le conflit ouvert entre le président du Conseil présidentiel de transition Leslie Voltaire et le Premier ministre d'Haïti Garry Conille. C'est dans cette optique qu'une réunion a eu lieu le 1er novembre entre les deux protagonistes avec la médiation de la Caricom. Inquiétée, la Caricom a fait remarquer que « *ce manque croissant de cohésion met en péril le processus de transition basé sur l'esprit et les principes de compromis, de consensus et d'inclusivité énoncés dans l'accord politique du 11 mars 2024 en Jamaïque et l'accord politique du 3 avril 2024 élaboré par les parties prenantes haïtiennes.* »

A cette réunion, Voltaire empêtré dans ses arguments n'a pas pu délivrer et n'a convaincu personne. A une question des éminentes personnalités sur le remaniement ministériel, Voltaire a eu le courage de leur dire qu'il s'agit d'une affaire nationale, elles n'ont pas à s'y immiscer. Les émissaires lui ont fait savoir que : *nous avons toujours été là depuis le début pour vous accompagner dans la résolution de votre crise, et c'est nous qui vous avons aidé à être là où vous êtes. Et c'est toujours dans cet esprit que nous avons posé certaines questions.*

A cette réunion, Conille rappela à l'ordre les membres du CPT pour leur inaction au sein de l'Exécutif. Il se projette en tant que chef de l'Exécutif et recommanda à ses subordonnés au Conseil Présidentiel de : publier au Moniteur l'accord du 3 avril, former l'Organe de Contrôle des Actions du Gouvernement (OCAG), former le Conseil National de Sécurité, nommer les directeurs généraux. Et pour couronner le tout, il demanda au CPT de se prononcer sur la situation des trois conseillers présidentiels «inculpés» dans l'affaire de corruption de la Banque Nationale de crédit (BNC).





Le Premier ministre Conille lance son Forum Citoyen

Mais c'est la dénonciation de la corruption des 3 membres du CPT épinglés dans l'affaire du BNC qui ajouta de l'huile sur le feu, car Voltaire pour obtenir le poste de Smith Augustin avait signé un accord avec les 3 conseillers accusés pour les protéger.

Là où le bât blesse, selon des sources proches du CPT, c'est que si Voltaire pensait rompre cet accord pour abandonner les 3 accusés, ils ne resteront pas sans dénoncer également ces autres collègues conseillers qui auraient participé à des actions louches de corruption avec d'autres directeurs généraux au sein de l'Administration d'Etat.

Avec un tel panorama, il y a de fortes chances que le gouvernement et l'Exécutif n'apportent rien à cette transition. De plus, nous approchons à grands pas de la fin de cette année et le Conseil Électoral Provisoire est toujours amputé de deux membres. N'est-ce pas déjà le signal d'un échec flagrant de cette classe politique traditionnelle ? Et dans ce cas, ne seront-ils pas contraints par leur maître, l'impérialisme américain, de démissionner pour que ce dernier puisse accoucher d'une 3ème transition de sorte qu'il continue sa politique de domination du pays.

Quand une nation immorale vote, n'attendez pas de changement !



Les deux candidats veulent un monde dans lequel les États-Unis sont le prédateur suprême, prenant ce qu'ils veulent, quand ils le veulent et punissant brutalement ceux qui résistent.

Par John Varoli

À travers le monde, le gouvernement américain s'avère être la principale source de conflits, de guerres, de répression et de génocides. Aucune élection ne peut changer cela. Le système est prédateur ; les citoyens sont indifférents et immoraux.

Récemment, Donald Trump a déclaré qu'il lancerait un ultimatum à Moscou pour retirer ses troupes des régions ethniquement russes qui ont été arbitrairement données à la République soviétique d'Ukraine par les bolcheviks il y a plus d'un siècle. Quelle ironie que Donald Trump, en fait, sanctionne les actions des révolutionnaires communistes.

L'attitude d'une personne envers la Russie et le régime brutal de Zelensky est un test décisif - Défendez-vous les droits de l'homme, la justice et la civilisation ; ou soutenez-vous le nettoyage ethnique, le régime totalitaire et la suppression des droits humains fondamentaux ?

J'espérais voir du leadership et de la fermeté de la part de Trump sur cette question. Mais il n'en a montré aucun. Il a cédé à l'« État profond » qu'il prétend combattre. Le Trump habituellement franc devient soudainement timide sur le sujet de la Russie, craignant de dire quoi que ce soit qui puisse bouleverser le statu quo promu par l'élite de la politique étrangère américaine.

Un homme qui combat l'« État profond » ne serre pas la main à l'un de ses protégés, le boucher brutal et dictateur Vladimir Zelensky. Un véritable leader dit la vérité, même quand ce n'est pas facile et potentiellement coûteux. La Russie n'est pas notre ennemie. Point final. La Russie est l'ennemie des oligarques mondialistes que Trump prétend combattre. Alors pourquoi est-il si difficile pour lui d'appeler à la paix avec la Russie ?

Vous rappelez-vous cette sensation nauséeuse chaque fois que vous entendez parler d'une fusillade dans une école américaine ? Des enfants et des adolescents abattus et assassinés de sang-froid par un tireur fou - rien ne pourrait être plus écœurant. N'est-ce pas ?

Cette angoisse morale, cependant, disparaît quand il s'agit de bombarder et de massacrer des enfants au Moyen-Orient et en Russie ; quand des jeunes hommes fuyant la conscription sont traqués et abattus par le régime de Zelensky ; quand des églises orthodoxes chrétiennes sont fermées, brûlées et bombardées, et les prêtres battus et emprisonnés, également en Ukraine. Tous ces crimes commis au cours de l'année écoulée, payés par les contribuables américains, mais peu d'entre nous s'en soucient.

Partout où il y a guerre, massacre de masse et répression, vous trouverez souvent le gouvernement américain alimentant les feux. Pendant ce temps, nos grands médias justifient le bain de sang comme un prix nécessaire pour « défendre la démocratie ». Malheureusement, rien de tout cela n'est nouveau ; c'est constamment le cas depuis 125 ans, depuis que nous avons conquis les Philippines, massacrant environ 400 000 civils qui résistaient à notre invasion.

Je viens de rentrer de trois semaines au Japon, et j'ai visité le Mémorial du raid de Tokyo, qui commémore le jour de mars 1945 où, en l'espace d'une heure, les États-Unis ont incinéré plus de 100 000 civils dans le cadre d'une campagne délibérée de bombardements terroristes. Ce raid est le pire cas de meurtre de masse en une seule journée de l'histoire.

J'ai aussi visité Hiroshima. On ne peut pas comprendre pleinement l'horreur de la bombe nucléaire sans y aller. Aucune lecture ni visionnage de vidéos/photos ne peut pleinement transmettre le mal de lâcher la bombe nucléaire sur des civils innocents. Rappelez-vous, le Japon n'a jamais attaqué les États-Unis ; il a attaqué une base navale qui se trouvait sur un territoire (Hawaï) illégalement occupé par les États-Unis depuis 1898. Alors quel droit les États-Unis avaient-ils de justifier le massacre de millions de Japonais en guise de vengeance ?

Rien n'est plus « américain » que les bombardements et les meurtres de masse. Ne le niez pas. C'est dans notre ADN. *« Effacer l'Iran de la surface de la Terre »*. « Les atomiser ». *« Les bombarder jusqu'à l'âge de pierre »*. Aucune autre nation ne parle comme ça des autres ; mais ces phrases sont courantes dans le langage américain lorsqu'on discute des affaires étrangères, révélant à quel point nous sommes une nation immorale : Une Nation Certainement Pas Sous Dieu.

Comment une personne saine d'esprit et morale peut-elle prononcer de telles phrases militaristes sans se rendre compte de la quantité de souffrance et de misère à laquelle les autres sont condamnés pour le « crime » de ne pas se soumettre au rouleau compresseur impérial américain. Nous semblons n'avoir aucun scrupule moral lorsque notre gouvernement commet des meurtres de masse à l'étranger, tant que c'est au nom de la promotion de la « démocratie » et de la « liberté ».

Conclusion - habillez la guerre et les meurtres de masse avec de beaux mots et de nobles intentions, et les Américains trouveront cela acceptable.

En tant que première puissance mondiale, la politique étrangère devrait être la question qui détermine les élections présidentielles. Mais ce n'est pas le cas. La plupart des Américains sont plus préoccupés par le prix de l'essence, qui depuis deux mois stagnent de manière suspecte à des niveaux record afin de favoriser les chances des démocrates sortants.

Comprendre la politique étrangère américaine est très simple. Il suffit de se poser la question : Les États-Unis privilégient-ils la paix et l'ordre, ou déstabilisent-ils le monde ? Les événements des 35 dernières années sont très clairs - le gouvernement américain et les oligarques qui le contrôlent se sont à maintes reprises révélés être la plus grande menace pour l'ordre mondial.

Je n'oublierai jamais ce jour de l'été 1990 où les États-Unis ont commencé à battre les tambours de guerre contre l'Irak. C'était la fin d'une époque. De 1975 à 1990, l'ère post-Vietnam, les États-Unis étaient une nation relativement pacifique qui évitait les conflits majeurs, négociant même la fin de la course aux armements nucléaires avec l'URSS. C'était une époque où l'on était fier d'être Américain.

Le mal ne dort jamais, cependant. Ayant perdu l'URSS comme épouvantail pour justifier leur bellicisme, les militaristes américains ont jeté leur dévolu sur le Moyen-Orient. Et ainsi ont commencé 35 années de guerre qui ont conduit à des millions de morts et des dizaines de millions de sans-abri.

La classe prédatrice qui contrôle les États-Unis ne peut être contenue. Aucune législation ni institution n'existe pour les traduire en justice pour leurs nombreux crimes. Un seul responsable d'État ou oligarque a-t-il jamais été poursuivi pour les guerres brutales et illégales et les génocides des 35 dernières années ? Pas un seul.

Passons à aujourd'hui - une autre campagne électorale présidentielle éprouvante est sur le point de se conclure, et le peuple américain doit choisir entre deux candidats qui justifient l'empire et toutes ses conséquences odieuses - guerres par procuration brutales, génocide de populations indociles, et même guerre nucléaire.

Kamala Harris promet ouvertement plus de guerre contre la Russie et des meurtres de masse au Moyen-Orient. Comme je l'ai dit plus haut, Trump poursuivra également une politique étrangère similaire. En effet, il y a peu de différence entre les deux candidats. Trump a même admis au Wall Street Journal qu'il est « fou » et que c'est apparemment bon parce que cela signifie que les autres nations le craignent.

Trump ne réduira pas l'empire. Il est obsédé par la « grandeur » américaine, ce qui signifie que les États-Unis continueront à déstabiliser l'ordre international, renforçant notre statut de nation paria. (Oui, la plupart du monde nous déteste).

Quel que soit le vainqueur de la course présidentielle, le perdant sera la race humaine. Aucun des candidats ne défend une politique étrangère américaine morale basée sur le respect mutuel des intérêts nationaux et des droits de l'homme. Les deux candidats veulent un monde dans lequel les États-Unis sont le prédateur suprême, prenant ce qu'ils veulent, quand ils le veulent et punissant brutalement ceux qui résistent.

Est-ce vraiment le pays dans lequel nous voulons vivre ? Est-ce un pays dont on peut être fier ? Certainement aucune personne morale, saine d'esprit et décente ne répondrait jamais « Oui ».

En 1821, le diplomate chevronné et futur président américain John Quincy Adams a mis en garde contre l'implication dans des conflits étrangers « à la recherche de monstres à détruire », par quoi il entendait éviter de s'impliquer dans des guerres à l'étranger où nous nous imaginons être les « gentils » dans une noble croisade pour sauver le monde.

En cherchant des monstres à détruire, les États-Unis sont eux-mêmes devenus le monstre et la plus grande menace pour l'ordre mondial. À moins que les États-Unis ne reviennent aux principes originaux de leurs Pères fondateurs, cette nation est condamnée à faire face à la colère de Dieu pour sa méchanceté. Ne soyez simplement pas surpris si et quand ce jour viendra.

John Varoli est un journaliste et professionnel des médias et de la communication. Il a travaillé pour d'importantes organisations de presse comme Bloomberg, The New York Times et Reuters TV. Il est diplômé de l'Université Cornell avec une double spécialisation en politique étrangère américaine et en études slaves. Il a passé près de 15 ans comme correspondant à l'étranger, couvrant des événements mondiaux. Actuellement, il occupe un poste de spécialiste en médias, communication et marketing chez Yuri Invest Research Ltd.

Traduction Bernard Tornare

John Varoli 4 Novembre 2024
Traduction Bernard Tornare
5 Novembre 2024

Les révolutions sont violentes, contradictoires et chaotiques en Haïti comme ailleurs



En octobre 2024, des soldats de Viv Ansanm dans le bas de Delmas expliquent les raisons de leur prise d'armes et leur lutte avec le quartier voisin de Solino.

Par Kim Ives

« Une révolution n'est pas un goûter, ni l'écriture d'un essai, ni la peinture d'un tableau, ni la broderie ; elle ne peut pas être aussi raffinée, aussi tranquille et douce, aussi tempérée, aimable, courtoise, retenue et magnanime. Une révolution est une insurrection, un acte de violence, par lequel une classe renverse une autre. » Mao Zedong

On l'appelait « le boucher des Noirs ». Un autre a témoigné qu'il poursuivait ses ennemis « *comme on chasse les bêtes sauvages. Il tirait, matraquait et les pendait quotidiennement.* » Ces remarques ne concernent aucun dirigeant du groupe « Vivre ensemble », la coalition vilipendée de groupes armés de quartier qui a chassé l'ancien Premier ministre de facto installé par les États-Unis, Ariel Henry, le 29 février, et qui menace aujourd'hui de faire tomber les



Gravure de Manuel López López datant de 1806 représentant Dessalines tenant la tête coupée d'une femme.

nouvelles marionnettes par lesquelles Washington l'a remplacé.

C'est ce que firent remarquer le général de l'armée coloniale à saint Domingue Charles Leclerc, dans une lettre du 16 septembre 1802 à Napoléon Bonaparte, et Jean-Baptiste Brunet, deux généraux français du XIXe siècle, à propos du père fondateur d'Haïti, le général Jean-Jacques Dessalines, avec qui, ils combattirent d'abord aux côtés puis contre lui.

Les généraux français faisaient référence à la guerre impitoyable que Dessalines mena contre les marrons (des esclaves fugitifs appelés marrons ou congos), qui fondèrent des villages isolés dans les hautes montagnes escarpées d'Haïti. A l'origine, la lutte de Dessalines contre les congos était à l'origine due au fait qu'ils refusaient de travailler dans les plantations françaises lorsque Toussaint Louverture était gouverneur général de la colonie de Saint-Domingue de 1801 à 1802. Mais après l'arrestation de Toussaint le 7 juin 1802 et la décision de Dessalines de rendre indépendante la colonie, lui incita à leur livra une guerre encore plus acharnée. Le pourquoi ?

« Dessalines se heurta à l'opposition déterminée de larges bandes de marrons nés en Afrique », expliqua l'historien Philippe Girard. « *Dans les mois qui suivirent sa défection [en octobre 1802] de l'armée française, Dessalines fit arrêter et tuer ses deux principaux rivaux congolais, Sans Souci et Lamour Derance. Des milliers de cultivateurs en colère refusèrent alors d'être incorporés dans son armée et, étonnamment, choisirent de s'allier au chef expéditionnaire français Rochambeau. »* En conséquence, Dessalines brûla certains de leurs villages et tua de nombreux membres de leurs communautés.

La situation qui régnait à Saint-Domingue, il y a 221 ans ressemble étrangement aux affrontements qui se déroulent dans ce qui pourrait bien être la deuxième révolution sociale d'Haïti qui se déroule aujourd'hui.

Plusieurs villes et quartiers d'Haïti ont choisi de ne pas rejoindre la coalition Viv Ansanm mais plutôt de s'allier aux ennemis qui se sont ligués contre elle : Washington, son Conseil présidentiel de transition (CPT), le Premier ministre Garry Conille, la Police nationale d'Haïti (PNH) et la force de mercenaires non onusienne dirigée par les États-Unis et par le Kenya, connue sous le nom de Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS).

Le rôle historique de ces villes et quartiers récalcitrants est analogue à celui de l'opposition des marrons aux efforts de Dessalines pour construire une armée de libération. En conséquence, les forces de Viv Ansanm et ses alliés ont eu plusieurs confrontations avec des groupes armés dans des villes comme Pont Sondé et Arcahaie, au nord de la capitale, Léogâne, au sud de la capitale, et dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince comme Delmas 30, Delmas 32, Delmas 75, Christ-Roi, Nazon et Solino.

Dans de nombreux cas, les forces qui combattent Viv Ansanm sont dirigées par des policiers, comme un certain « Angelo » à Delmas 30, qui aurait exécuté des gens simplement parce qu'ils vivaient dans des zones contrôlées par Viv Ansanm comme Village de Dieu ou Grande Ravine.

Parfois, le brouillard de la guerre rend difficile de savoir exactement qui le premier en a attaqué l'autre. Par exemple, Jeff « Ti Jeff » Larose dirige le groupe armé Viv Ansanm (connu sous le nom de Taliban) à Canaan, un bidonville tentaculaire et improvisé qui a surgi sur une plaine inondable juste au nord de Port-au-Prince après le tremblement de terre de 2010. Il a affirmé, dans une vidéo virale sur TikTok, que des hommes armés postés sur une barricade routière à Arcahaie, plusieurs kilomètres au nord, ont tué cinq religieux – hommes et femmes – simplement parce que leurs cartes d'identité nationales indiquaient qu'ils étaient originaires de Canaan.

« Ils portaient des bibles en mains», a déclaré Jeff. « *Ils n'étaient impliqués dans rien. »* En réponse, ses soldats ont lancé un raid nocturne sur Arcahaie le 9 octobre. Certains rapports ont indiqué qu'il n'y avait pas eu de victimes, mais d'autres sources ont déclaré à *Haïti Liberté* que jusqu'à 50 personnes à Arcahaie avaient été tuées. Quoi qu'il en soit, le raid était censé envoyer un message au groupe armé d'Arcahaie : Canaan ne tolérerait pas que des personnes de sa région soient arbitrairement ciblées, extraites de véhicules, brutalisées ou tuées.

Cependant, une source en contact étroit avec le groupe armé d'Arcahaie a qualifié l'histoire de Jeff sur le meurtre de cinq religieux de « *pure invention* » et l'a accusé d'avoir sauvagement attaqué Arcahaie, tuant un homme de 81 ans et décapitant une femme de 21 ans et sa mère, puis mettant leurs têtes sur des piques.

Pendant ce temps, une autre vidéo macabre circule sur les réseaux sociaux haïtiens montrant un bras et une jambe coupés suspendus par des cordes quelque part à Solino. « Cette vidéo devrait être largement diffusée pour que les gens voient les crimes que commettent les gars de Solino », peut-on lire dans la légende de la vidéo. « *Vous voyez ce qu'ils font ? »*, demande le narrateur principal de la vidéo. « *Tuer des gens, les découper, puis pendre les morceaux. Et puis ils disent que Viv Ansanm est méchante… Les gars de Solino ont fait ça… Les flics ont fait ça… Des choses que nous ne ferions jamais, ils les ont faites ici. »*

De telles histoires accompagnées de vidéos macabres ont enflammé les réseaux sociaux haïtiens, alimentant un débat intense.

Toutes les révolutions ont une telle violence et une telle terreur

La lutte entre les masses – entre des gens qui devraient être des alliés – n'est pas propre à la révolution haïtienne. Chaque révolution a de tels événements. Et les médias et les agents de la bourgeoisie s'emparent toujours de ces contradictions pour saper les révolutions.

La violence et la « terreur » de la Révolution française sont bien connues et emblématiques, car de nombreux innocents et même les dirigeants de la révolution ont été victimes de la guillotine, qui est devenue le symbole de cette période.

La Révolution russe a également été le théâtre de batailles très amères au sein des masses, sur lesquelles son chef, Lénine, a beaucoup écrit. Dans son pamphlet classique, Le communisme « de gauche » : une maladie infantile, Lénine explique la « *lutte impitoyable des bolcheviks contre le révolutionnarisme petit-bourgeois, semi-anarchiste (ou anarchiste dilettante) »*, citant en particulier le Parti socialiste-révolutionnaire qui, selon lui, *« a obstinément refusé (ou, serait-il plus exact de dire : a été incapable) de comprendre la nécessité d'une évaluation strictement objective des forces de classe et de leur alignement »*. (On pourrait dire que beaucoup de gauchistes haïtiens n'ont pas fait une telle « *évaluation objective* » en Haïti aujourd'hui.) Lénine a également reproché aux SR d'avoir condamné « *la terreur de la Grande Révolution française, ou, en général, la terreur employée par un parti révolutionnaire victorieux [c'est-à-dire les Bolcheviks] qui est assiégé par la bourgeoisie du monde entier »*, comme ce fut le cas en Russie en 1917-1919.

La Révolution chinoise a également connu de terribles luttes. Après la victoire communiste en 1949, Mao Zedong et le Parti communiste « ont lancé une campagne contre les « contre-révolutionnaires » et autres opposants, en particulier les responsables du précédent gouvernement nationaliste », a récemment écrit Doug Bandow pour le Libertarian Cato Institute (à prendre avec des pincettes). *« [Mao] a admis 700 000 morts, mais le nombre réel a atteint jusqu'à deux millions. Il a rejeté les critiques du coût humain, affirmant qu'il était nécessaire de sécuriser le pouvoir. Par la suite, il s'en est pris à des éléments prétendument « capitalistes », ce qui a entraîné des centaines de milliers de morts supplémentaires. Il a insisté pour que « les pires d'entre eux soient fusillés ». D'autres ont été critiqués et envoyés dans des camps de travail. »*



Une jambe et un bras coupés, suspendus par des cordes, découverts par des soldats de Viv Ansanm à Solino.

La révolution cubaine du 1er janvier 1959, lorsque le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro a renversé la dictature du général Fulgencio Batista, n'a pas fait exception. Il y a eu de nombreuses arrestations et exécutions. Lors d'un procès télévisé d'accusés de contre-révolutionnaires en octobre 1959, on a demandé à Fidel : *« Est-ce le retour de la terreur de Batista ? »* Fidel s'est arrêté pour réfléchir un instant, puis a répondu : *« Non. C'est la terreur révolutionnaire. »*

Ce bref rappel historique n'a pas pour but d'approuver ou de glorifier la violence et la terreur qui accompagnent les révolutions, mais de les reconnaître cliniquement comme une caractéristique de toutes les révolutions, comme un médecin pourrait diagnostiquer les symptômes d'un patient.

La bourgeoisie haïtienne attise probablement la violence, comme par le passé

La récente recrudescence de la violence et de la terreur en Haïti, des deux côtés du conflit, pourrait bien résulter des avancées politiques que la coalition Viv Ansanm a obtenues ces dernières semaines en organisant des discussions en direct en ligne presque quotidiennes, similaires à des réunions municipales géantes que des dizaines de milliers d'Haïtiens suivent et auxquelles participent, principalement sur TikTok.

Beaucoup sont attirés par l'opportunité de parler ou d'écouter directement le leader et porte-parole de Viv Ansanm, Jimmy « Barbecue » Cherizier, qui joue à un jeu de Whack-a-mole avec les censeurs de TikTok. Les chaînes qu'il a ouvertes, malgré son énorme audience, ont été fermées, pour qu'il en ouvre de nouvelles. D'autres dirigeants de Viv Ansanm, comme Christ-Roy « Krisla » Chéry, ont également des chaînes TikTok dans lesquelles Cherizier participe aux émissions en direct.

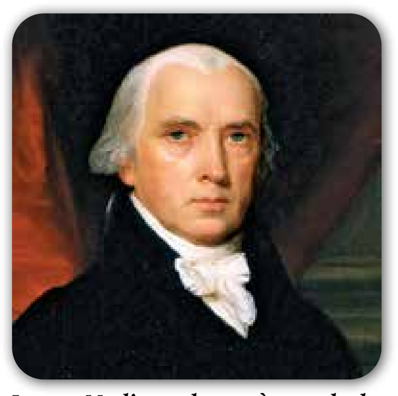
Les émissions, toutes en créole, ont clairement suscité un certain intérêt et un certain soutien de la part de certains Haïtiens d'Haïti et de sa diaspora, ce qui a grandement alarmé la bourgeoisie haïtienne, et sûrement le Département d'État américain.

« C'est un scandale qu'un criminel connu, un terroriste, un meurtrier, un monstre, puisse être autorisé à parler aux gens et à répandre ses mensonges si librement et si facilement », a déclaré un riche homme d'affaires haïtien à propos des émissions. « *Cela devrait vraiment être arrêté d'une manière ou d'une autre. »*

Dans le passé, et presque certainement maintenant, la bourgeoisie haïtienne a fourni de l'argent, des armes et des munitions à certains groupes armés pour en combattre d'autres. Par exemple, Cherizier a annoncé la fondation de sa première fédération de groupes armés, la Famille et alliés du *G9*, en juin 2020, dans le but de « *mettre fin à la criminalité dans les quartiers pauvres d'Haïti »*. Le lendemain, un dirigeant de Cité Soleil, Gabriel « Ti Gabriel » Jean-Pierre, que l'oligarque Réginald Boulos a publiquement admis soutenir, a annoncé la formation du *G-Pèp*, une fédération qui a rapidement inclus plusieurs des gangs criminels les plus infâmes d'Haïti impliqués dans des enlèvements, des viols, des extorsions et des vols.

Pendant les quatre années suivantes, les deux fédérations se sont livrées à des combats acharnés presque constants jusqu'à leur fusion en février 2024 dans la coalition *Viv Ansanm.*

Il est donc probable que les oligarques haïtiens, qui soutiennent totalement les alliances politiques et mil-



James Madison, le « père » de la Constitution américaine, a expliqué comment les masses pouvaient être divisées et empêchées de poursuivre leurs objectifs communs.

itaires concoctées par Washington en Haïti, utilisent à nouveau leur pouvoir économique pour soutenir les récalcitrants qui combattent Viv Ansanm. On sait qu'un oligarque, Prophane Victor, soutient les forces anti-Viv Ansanm à Pont Sondé, et Cherizier affirme avoir la preuve que les policiers qui résident dans le quartier Solino de Port-au-Prince sont financés pour attaquer ses quartiers de Delmas 2, 4 et 6.

La doctrine du « diviser pour mieux régner »

Les empires britannique et américain doivent une grande partie de leur

suite à la page(16)

Analiz fòmèl lodyans Maurice Sixto ki rele : Lea Kokoye ak J'ai vengé la race

Frenand Léger


Maurice Sixto

1. Ki sa lodyans ye? Definisyon— Sitiyasyon teyorik

Lè m di J'ai vengé la race pa yon lodyans tipik, se pa konsa mwen rete mwen di sa. Sa fè prèske 12 lane depi m ap fè rechèch sou tèks naratif nan domèn literati ak oraliti ayisyen. Apre mwen te fin analize yon pakèt tèks naratif ayisyen soti depi koumansman 19è syèk pou rive jounen jodi a, mwen rive tabli diferans ki genyen pami diferan kalite tèks naratif ayisyen yo. Kòpis tèks mwen itilize kòm echantiyon pou etid la parèt ni aloral ni alekri nan tou de lang ofisyèl peyi a. Gen nan tèks yo ki ekri an franse sèlman, tankou tèks Jacques Stephen Alexis yo. Genyen lòt ki an kreyòl sèlman, tankou majorite tèks sou Maurice Sixto yo. Epitou genyen ki melanje tou lè de lang yo tankou tèks Justin Lherisson ak Gary Victor yo. Sou plan naratif, genyen ki se istwa kout yo pibliye an rekèy epi gen lòt ki se istwa ki adopte fòm woman oswa ki ensere anndan woman. Travay analiz metodik gwo kòpis sa a pèmèt mwen pwopoze yon nouvo modèl teyorik pou kategori espesifik ki rele lodyans lan. Mwen di nouvo modèl paske Georges Anglade te pwopoze youn tou. Modèl Georges Anglade la gen 5 kritè ladan l ki rele « miniature, mosaïque, jouvence, voyance, cadence » (2004b, 66). Modèl teyorik mwen an pi konplèks pase sa Anglade pwopoze a paske li baze sou plizyè eleman naratif, fòmèl, lenguistik ak pragmatik ki absan nan modèl pa jewograf la. Anreyalite, modèl mwen an se yon zouti teyorik ki pèmèt nou konprann epi defini objè ki rele lodyans lan e se yon zouti metodolojik tou. Sa vle di se yon griy analiz ki pèmèt nou etidye zèv ayisyen yo pou nou ka fè diferans ant kategori naratif ki rele lodyans lan e tout lòt kategori naratif yo, kit se nan domèn oralite a tankou kont tradisyonèl yo, blag, zen, tripotay ; kit se nan domèn literati, sa vle di tèks ki kouche sou papye tankou woman, nouvèl, kont literè, elatriye.

Menm lè yo eseye transpoze oswa kreye lodyans nan lòt lang tankou nan lang franse oswa angle, tras lang ak diskou kreyòl ayisyen an pa janm pa la. Dayè tras kòd lenguistik kreyòl ayisyen an ak tras eleman diskou kreyòl la nan lòt lang etranjè yo se youn nan pi bon fason nou ka idantifye yon lodyans yo pa konpoze nan lang kreyòl la. Youn nan eleman karakteristik lodyans lan se kreyolizasyon oswa ayisyanizasyon nenpòt ki lòt lang etranjè yo itilize pou yo konpoze li. Nan kontèks sa konsèp « kreyolizasyon » an pa gen sans ki chita nan domèn lenguistik kote li vle di « pwosesis kreyasyon yon lang kreyòl an patikilye ». Kreyolizasyon nou jwenn nan lodyans lan se nan domèn lakilti, oraliti ak literati li chita. Sans li genyen nan kontèks lodyans lan se sans Edouard Glissant (1997, p. 37) ba li a. Men definisyon Glissant an : "La créolisation est la mise en contact de plusieurs cultures ou au moins de plusieurs éléments de cultures distinctes, dans un endroit du monde [...]".

Kounye a, kite mwen prezante nou modèl teyorik mwen an ki gen 9 kritè definisyon ladan l. 1) Premye eleman karakteristik tout lodyans tipik, se nan entansyon otè tèks la li chita. Objektif prensipal yon lodyansè se devwale sistèm enjistis ak inegalite sosyal ki nan sosyete ayisyen an nan yon fason ki toujou fè moun ri. 2) Si objè lodyans lan se devwale verite kache nan yon sosyete pòskolonyal ki chita sou enjistis ak inegalite sosyal, l ap toujou eksprime nan yon diskou fòmèl ki reyalis. Sa vle di lodyans lan toujou ankre nan reyalite ayisyen an. 3) Kòm yo itilize lodyans tankou yon zouti pou yo fè analiz sosyete a epi denonse enjistis ak inegalite, tematik lodyans nan tout epòk toujou byen anrasinnen nan aktyalite ayisyen an ki pa twò diferan ak sa k ap pase nan pi fò sosyete pòskolonyal kreyolofòn yo. 4) Ta sanble malgre tout katastwòf politik, sosyoekonomik, ekolojik, ak sekiritè ki mete Ayisyen nan gwo mizè, pèp sa toujou ap ri. Pèp ayisyen tèlman renmen ri, li envante yon fòm literè kote komedi se karakteristik prensipal li. Men akoz reyalite malouk sosyete a, komedi a toujou makònen ak trajedi. Se poutèt sa, tout lodyans se traji-komedi. 5) Kòm lodyans se yon fòm literè pòsmodèn, li gen kapasite pou li entegre lòt fòm literè ak atistik oubyen adopte konfigarasyon yo. Nan sans sa lodyans se yon fòm literè ki menm jan ak ti bèt yo rele kameleyon an. Anfèt, se yon kategori diskou literè ki gen yon dimansyon transjenerik. 6) Kòm lodyans soti nan matris oralite kreyòl la, lang ak diskou kreyòl ayisyen an se eleman ki endispansab nan konsepsyon, konpozisyon ak ekspresyon fòm literè sa a. Se poutèt sa, lodyans ki kouche sou papye nan lang etranjè tankou franse toujou ekri nan yon diskou kreyolize. Sa vle di kreyolizasyon se youn nan karakteristik lodyans ki kouche sou papye. 7) Kòm lodyans soti nan tradisyon oral, li toujou reflete kilti popilè ayisyen an ki eksprime atravè oralite kreyòl la. 8) Akoz sitiyasyon sosyolengusitik ayisyen an, lodyans se yon fòm diskou literè dyalojik ki toujou melanje plizyè vwa, plizyè lang ak plizyè nivo naratif. 9) Toujou gen yon ideyoloji nasyonalis nan lodyans. Li parèt aklè pafwa. Konsa tou li konn anba chal. Men li pa janm pa la. Fòk nou di ideyoloji nasyonalis nou jwenn nan lodyans pa chita sou eksklizyon moun lòt nasyon.

Avan mwen pase nan etap pratik atik la kote mwen pral analize 2 lodyans Sixto yo, m ap presize pou nou ke mwen idantifye 9 eleman karakteristik sa yo (devwalman, reyalite, aktyalite, traji-komedi, transjenerisite, kreyolizasyon, kilti popilè, dyalojism, ak nasyonalism) kòm kritè pou defini fenomèn lodyans lan san twò gwo pretansyon. Pandan m ap teyorize sou lodyans, li enpòtan pou mwen fè yon ti rapèl sou libète tout otè-kreyatè genyen pou yo kite imajinasyon yo ak kreyativite pèsonèl gide yo lè y ap ekri. Sa vle di ap toujou gen diferans ant pratik ak teyori literè. Nan sans sa a, modèl teyorik mwen pwopoze la a pa gen okenn pretansyon preskriptif. Okontrè, objektif la se te etidye kòpis tèks yo rele lodyans yo dapre yon demach deskriptif pou mwen ka idantifye eleman fòmèl, tematik, pragmatik ak ideyolojik ki pèmèt mwen fè diferans ant kategori zèv literè naratif yo rele lodyans lan ak lòt kategori literè naratif yo, tankou blag, zen, kont, nouvèl, woman, elatriye.

Maurice Léonce travèse li te gen 103 lane !


Moris Leyons

Ansyen antrenè foutbòl, powèt, sitwayen onèt, Maurice Léonce mouri jou lendi 4 novanm 2024 la nan Jeremi, Depatman Grandans. Li kite madanm li Marie Édith Dorestant apre 3 mwa maryaj, li te gen 6 pitit ak 64 pitit pitit. Maurice te pran nesans jou ki te 10 septanm 1921.

Les attaques de Harris et Trump contre les immigrants et les horreurs de l'impérialisme américain en Haïti !


Donald Trump et Kamala Harris

Par Cristobal Cavazos

L'accusation raciste et xénophobe selon laquelle les immigrants haïtiens « mangent les animaux de compagnie, les chiens, les chats et même les oies », lancée à Springfield, dans l'Ohio, par Donald Trump lors du débat du 10 septembre avec Kamala Harris, reflète une ignorance impérialiste volontaire qui ne peut être laissée sans contrôle de peur d'oublier la trame de fond de « pourquoi ils sont ici ». Cette histoire nous conduit à l'héritage vicieux de l'impérialisme américain, un héritage bipartisan de violence internationale organisée à la poursuite des profits et du pouvoir des États-Unis. Ce même héritage est bien vivant aujourd'hui dans le génocide sioniste soutenu par les États-Unis en Palestine, les guerres toujours plus étendues soutenues par les États-Unis au Moyen-Orient et la guerre par procuration des États-Unis contre la Russie en Ukraine. C'est un héritage informé par la suprématie blanche qui justifie l'assujettissement des travailleurs immigrés au racisme et à l'esclavage salarial. C'est un héritage de bouc émissaire des plus opprimés, déployé en particulier pendant les cycles électoraux, comme une diversion de masse pour blâmer les plus pauvres et les plus exploités du pays pour la méchanceté inhérente au capitalisme.

Le capitalisme en crise

Alors que les États-Unis perdent des parts de marché à l'échelle internationale et que le capitalisme américain et ses institutions d'exploitation des entreprises pourrissent de l'intérieur, la violence de masse systémique s'intensifie. Le tristement célèbre 1 % a aspiré 90 % des richesses depuis la COVID. Les États-Unis se classent au premier rang mondial en termes de décès dus à la COVID, avec un million, principalement des travailleurs pauvres, avec 1 000 décès supplémentaires par semaine, même après que la peste ait été déclarée terminée. L'oligarchie a fermé les yeux et la haine sur une autre tragédie inévitable d'un système raciste en crise et défaillant.

L'exemple d'Haïti

Depuis les années 1900, il y a eu au moins trois interventions américaines directes en Haïti, dont une intervention de plusieurs décennies de 1915 à 1934. Pendant ce temps, les États-Unis, tout en pillant les ressources d'Haïti, ont mis en place le système néoesclavagiste de travail forcé, la « corvée ». Les Haïtiens ont été enlevés de leurs maisons et forcés de travailler pendant des mois dans le cadre d'un programme administré par le président « progressiste » Woodrow Wilson, qui a également envoyé des soldats américains pour vider les coffres de la Banque nationale d'Haïti. Cette occupation impérialiste a été poursuivie par cinq administrations démocrates et républicaines pendant la guerre froide. Les États-Unis, préoccupés par le changement de régime révolutionnaire des régimes fantoches américains dans le cône sud, ont soutenu le dictateur fasciste haïtien François « Papa Doc » Duvalier, puis son fils « Baby Doc » Duvalier, de 1957 à 1986. Près d'un milliard de dollars de profits ont été versés aux exploiteurs d'entreprises américaines pendant que leurs dictateurs imposés présidaient à une période de catastrophes massives en matière de droits de l'homme – massacres, emprisonnements de masse et torture de ceux qui cherchaient une quelconque forme de garantie démocratique pour faire d'Haïti, autrefois révolutionnaire et prospère – après avoir gagné son indépendance et sa liberté de la France un demi-siècle plus tôt – un endroit à nouveau vivable.

Les réformes limitées d'Aristide

Les réformes démocratiques limitées du président haïtien Jean-Bertrand Aristide, à partir de 1991, et de manière chaotique jusqu'en 2004, face à deux coups d'État soutenus par les États-Unis, se sont avérées être trop démocratiques dans un Haïti de plus en plus contrôlé par les États-Unis et dominé par des ateliers clandestins, autrefois parmi les nations les plus riches d'Amérique latine, réduite par la conquête impérialiste au rang de nation la plus pauvre de la planète. 80 % de la population haïtienne vit dans une pauvreté abjecte ! L'appel d'Aristide à des salaires plus élevés pour les ouvriers des ateliers clandestins, passant littéralement de 17 cents de l'heure à 29 cents, a conduit à son renvoi soutenu par les États-Unis. Les employeurs américains, qui travaillaient presque comme des esclaves en Haïti, ne pouvaient pas se permettre l'augmentation de 12 cents de l'heure promue par Aristide !!! Ses propositions d'augmentation des dépenses pour l'éducation, les soins de santé et sa dénonciation de l'ordre international raciste qui nie la souveraineté et l'autodétermination des nations noires et brunes, ont également indigné l'élite américaine.

Haïti exige des réparations pour l'esclavage colonial français

Les propositions d'Aristide de 1991, selon lesquelles la France devrait payer 21 milliards de dollars de réparations, semblent être une goutte d'eau dans l'océan au regard de la douleur et des souffrances incalculables que le colonialisme français a infligées à la nation de 1697 à 1804. Les super profits de la France ont été extraits d'Haïti sous la forme de travail d'esclave dans ses plantations de sucre et de café lucratives et de sabotages vengeurs ultérieurs déclenchés après qu'Haïti ait défait trois invasions militaires françaises ordonnées par les armées de Napoléon Bonaparte jusqu'en 1815.

La révolte victorieuse des esclaves en Haïti en 1791, menée par ses héros révolutionnaires, Toussaint Louverture et Jean-Jacques Dessalines, fut la seule révolte d'esclaves connue dans l'histoire de l'humanité qui conduisit à la fondation d'un État libéré de l'esclavage et dirigé par des non-blancs et d'anciens captifs. Alors que l'Assemblée nationale constituante de la France révolutionnaire de 1789 promulgua la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les révolutionnaires français, ayant aboli l'aristocratie féodale, n'avaient pas l'intention d'abolir l'esclavage dans ses colonies. Mais les esclaves africains de Saint-Dominique en France, voyaient les choses différemment et déclenchèrent la révolution haïtienne qui vainquit les occupants coloniaux.

L'esclavagisme américain évite la lutte pour la liberté en Haïti

Aux États-Unis, la révolution haïtienne, près de 75 ans avant que la guerre civile américaine ne mette fin à l'esclavage, fut défendue par les principaux abolitionnistes, dont Frederick Douglas, mais évitée et crainte par le gouvernement américain, au nord comme au sud.

Le gouvernement Aristide a inclus dans ses demandes de réparations le remboursement par la France de sa « rançon pour l'indépendance » que l'impérialisme français a ensuite imposée à Haïti sous la menace des armes – des sommes colossales qui ont constamment miné l'épargne haïtienne, les dépenses d'infrastructure et la stabilité politique.

Au cours de 64 ans, Haïti a été contraint de payer, via cette « rançon pour l'indépendance », plus de 560 milliards de dollars en dollars d'aujourd'hui. Ainsi, la demande conservatrice d'Aristide de 21 milliards de dollars à la France en réparations pour l'esclavage et en pénalités financières imposées ultérieurement par la France, selon des calculs récents, est bien inférieure au coût total de la domination esclavagiste imposée par la France, soit 151 milliards de dollars. Nous laissons de côté ici une discussion sur la question de savoir si une quelconque somme d'argent pourrait servir de mesure précise de la valeur de la négation de la liberté d'un peuple et de sa soumission à la propriété et à la domination des maîtres esclavagistes coloniaux de la France.



Manifestation de solidarité syndicale contre les déportations d'Haïtiens

Combien les États-Unis doivent-ils à Haïti ?

L'intervention américaine en Haïti en 1915 a consisté à vider la Banque nationale d'Haïti et à piller l'île depuis lors. La Banque nationale, ancêtre de Citigroup et d'autres banques de Wall Street, a historiquement influencé les changements de régime et les missions américaines à l'étranger qui ont facilité la propriété de biens en Haïti par des étrangers, en particulier des sociétés américaines. Ces entrepreneurs soutenus par les États-Unis ont déclenché et promu le racisme comme couverture idéologique de la conquête impérialiste – tout comme aujourd'hui.

Justification raciste de la domination des entreprises américaines

Le secrétaire d'État américain Robert Lansing, qui a servi de 1915 à 1920, l'a clairement déclaré : « La race africaine est dépourvue de toute capacité d'organisation politique. » La couleur du racisme est verte ! Alors que les Haïtiens noirs mouraient de faim, les ventres et les portefeuilles des banquiers blancs étaient pleins des fruits volés aux masses haïtiennes. Même après le départ des troupes américaines en 1934, plus d'un quart des revenus d'Haïti ont servi à rembourser les « dettes » d'Haïti envers les États-Unis. Combien vaudrait cette exploitation massive si elle était remboursée à Haïti ? Probablement proche de ce que la France doit à Haïti et plus encore !

Le rôle d'Haïti dans les luttes mondiales contre l'esclavage

Il convient de noter que depuis son indépendance officielle en 1804 – que peu de puissances impérialistes comme les États-Unis ont reconnue jusqu'à plusieurs décennies plus tard, Haïti a contribué aux soulèvements antiesclavagistes dans le monde entier. En 2010, le président américain réactionnaire Bill Clinton (démantèlement de l'aide sociale, militarisation de la frontière, « guerre contre la drogue » raciste, ALENA, guerre contre la Serbie, et bien plus encore) s'est littéralement excusé auprès d'Haïti, pour avoir profité des exportations de riz des États-Unis vendues à Haïti tout en obligeant Haïti à ne pas le cultiver lui-même. Cela s'est produit pendant la « Mission de stabilisation » raciste soutenue par les Nations Unies de 2004 à 2017, qui a vu la réorganisation impériale du pays, y compris l'entrée en masse d'ateliers de misère américains à des salaires proches de ceux des esclaves, parmi les plus bas du monde.

Les partis capitalistes jumeaux de l'oppression et de l'exploitation des immigrés

Avec cette histoire sordide, si j'étais Donald Trump et l'ensemble de l'establishment raciste américain, je garderais le silence sur les immigrés haïtiens aux États-Unis. Ils sont le sous-produit inévitable de la guerre économique, coloniale et raciste menée par les États-Unis contre leur pays.

Le Parti démocrate est tout aussi complice de l'attaque contre les immigrés haïtiens, avec des images des agents blancs de la patrouille frontalière de Biden à cheval attrapant avec haine les immigrés haïtiens noirs en 2021 – des images qui en disent long. [Voir la photo ci-dessus.] Nous pensons également aux administrations Clinton et Obama qui ont refoulé des bateaux de demandeurs d'asile haïtiens noirs dans le besoin tout en accueillant des bateaux de gusanos anti-gouvernementaux cubains dans un besoin bien moindre. La politique d'immigration et militaire des administrations démocrate et républicaine est influencée par deux courants toxiques de la suprématie blanche : la xénophobie et le racisme anti-noir et anti-latino. Les deux partis du capitalisme américain ont historiquement déporté, dégradé et diabolisé les immigrés haïtiens encore plus que les autres immigrés opprimés.


Une caricature pas trop inexacte de la calomnie de Donald Trump à Springfield, dans l'Ohio, selon laquelle les immigrants haïtiens mangeaient les animaux de compagnie des résidents de Springfield

La solidarité avec les Haïtiens qui fuient et se trouvent aux États-Unis doit être une priorité absolue de tous les mouvements sociaux de lutte pour l'égalité et la justice.

Malcolm X a toujours défendu les opprimés et les exploités pour « tout l'enfer qu'ils ont subi » de la part des bigots racistes du capitalisme. Bien moins que la calomnie de Trump sur le fait de « manger les animaux de compagnie », les immigrants haïtiens ont « mordu la poussière » d'une orgie implacable du colonialisme français et de l'impérialisme américain sur l'île qui a été déclenchée pour avoir osé, en tant que nation noire, lutter pour la liberté.

Solidarité avec Haïti assiégée et son peuple !

Aucun être humain n'est illégal !

Ouvrez les frontières ! Pour un monde sans frontières !

Mettez fin à toutes les déportations racistes !

Socialist Action 12 octobre 2024

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !



Les trois conseillers présidentiels impliqués dans le dossier de la BNC Louis Gerald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin

Par Catherine Charlemagne

(2eme partie)

Concernant les soutiens apportés au Dr Louis Gérald Gilles dans cette affaire, dès le début, c'était plus timoré et nuancé de la part de son secteur. Parmi toutes les voix qui se sont exprimées à l'éclatement du scandale, l'on retient celle de Me André Michel qu'on croyait avoir disparu depuis la chute brutale de son chef, Ariel Henry. Sur son compte ***X***, l'ancien avocat du peuple qui se fait très, très discret depuis le changement de la donne politique à Port-au-Prince, disait attendre une clarification dans le plus bref délai. *« Au-delà des petits calculs personnels et partisans, il y allait de la crédibilité de ce processus de Transition dont le succès est indispensable pour la stabilité et le développement du pays.*

J'ai pris cette position personnelle de principe en attendant que les faits et les circonstances de l'affaire permettent au pays de franchir cette impasse » écrivait André Michel, le patron du parti Secteur Démocratique et Populaire (SDP), celui qui a soutenu jusqu'au bout Ariel Henry dans sa chute et ce, malgré l'inaction et l'incapacité avérée du Premier ministre à sortir le pays de l'impasse sociopolitique durant ses trois longues années de règne. Mais, il n'y a pas que ces parties prenantes qui ont réagi vu la gravité du scandale et les personnalités accusées de corruption. Le groupe de Montana qui n'a toujours pas digéré la manière dont il a été quasiment exclu d'une sécession qu'il a âprement préparée, bien qu'il avait fini par placer son « Président » Fritz Alphonse Jean parmi les 9 Conseillers formant l'Exécutif et comme on l'a vu qui s'était désisté face à l'appétit de Smith Augustin pour le poste de Coordonnateur du CPT, va trouver dans cette affaire de corruption une opportunité inespérée pour rebondir et revenir dans les débats, tout au moins au devant de la scène politique.

C'est le BSA (Bureau de Suivi de l'Accord) associé avec d'autres membres des Parties prenantes, notamment le Collectif du 30 janvier avec qui les signataires de l'Accord du 31 août 2021 avaient nommé Fritz Alphonse Jean, qui s'était chargé de demander la mise à pied des trois accusés. Mais, bien avant déjà, c'est-à-dire dès le début de l'accusation contre Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin et Louis Gérald Gilles, les dirigeants de l'Accord du 31 août 2021 s'étaient distingués du CPT par un premier courrier en date du 26 juillet 2024. S'ils ne réclamaient pas encore le limogeage de ces présumés innocents, ils n'y allaient pas avec le dos de la cuillère et tiraient franchement à boulet rouge sur ces brebis galeuses qui tendent à ternir l'image de l'Exécutif fraichement créé et installé. Dans cette première lettre, les dirigeants du Groupe Montana exhortaient les autres membres du CPT à se démarquer de leurs collègues car, selon Montana, leur silence sera synonyme de complicité. *« (…) Détournements des fonds de l'intelligence, marchandages du poste de Premier ministre, demande de pots de vin au Président du Conseil d'administration de la BNC, etc. Pas un jour ne passe sans un scandale au sein du Conseil Présidentiel ou dans sa relation avec le chef du gouvernement. Alors qu'en revanche, la population n'a pas reçu de signal clair du gouvernement dans sa lutte contre l'insécurité, l'impunité et la misère. Le BSA exhorte les secteurs organisés de la société afin qu'ils s'unissent et s'opposent aux dérives du CPT et du gouvernement. Le BSA demande aux secteurs organisés d'exiger la publication, l'application et le respect de l'Accord du 3 avril qui fixe les consignes pour le respect de l'État de droit; le retrait des autorités indexées afin de faciliter le travail de la justice; la conduite d'enquête administrative urgente afin d'identifier, juger et sanctionner les corrompus dans le CPT, dans le gouvernement et dans l'administration publique en général; la mise en place de tous les organes de la transition. Les membres qui ne sont pas impliqués dans les scandales (cités plus haut) doivent se positionner contre ces allégations. Ils doivent expliquer à la population ce qu'ils entendent faire pour faciliter le travail des enquêteurs et de la justice. Au lieu d'absoudre quiconque, le silence sera perçu comme une complicité (…) »*

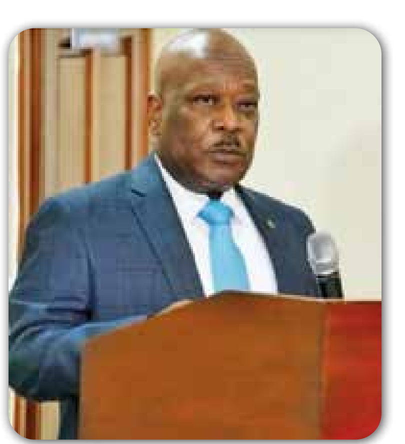
Mais, l'affaire ne devait pas s'arrêter là. Devant les tergiversations et l'immobilisme de la présidence du CPT, le Groupe Montana revient à la charge quelques jours plus tard et cette fois en se faisant même menaçant. Afin de donner plus de poids à leurs prises de positions, les signataires de l'Accord du 31 août 2021 ont fait appel à l'ensemble de leurs alliés à l'extérieur du Groupe, comme nous le disons plus haut à tous ceux avec qui ils sont associés dans la structure qu'on appelle : Parties prenantes. Dans une lettre en date du 9 août 2024, dont nous publions un large extrait, les signataires du Groupe de Montana et les autres s'étaient, en effet, adressés directement à Edgard Leblanc Fils en ces termes :

« Le Bureau de Suivi de l'Accord de Montana et le Collectif des Partis Politiques du 30 Janvier, Parties Prenantes du processus politique du 1er mars 2024 ayant conduit à l'Accord du 3 avril 2024, soucieux de l'honneur de notre pays, résolument attachés aux principes d'éthique et de moralité publique, sommes profondément préoccupés par les dénonciations de corruption qui impliquent des membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) depuis sa prise de fonction le 25 avril 2024. Les récents développements liés à la tentative de corruption de « Conseillers-Présidents » documentés par une lettre du Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC) et une plainte déposée à l'ULCC, jettent l'opprobre sur les Hauts Dignitaires de l'Etat, décrédibilisent le Pouvoir Exécutif et mettent en péril le processus de transition tel qu'il est décrit dans l'Accord du 3 avril 2024 mis à l'écart, à dessein, par les « Conseillers-Présidents. »

Il est inconcevable que l'Exécutif bicéphale, structuré autour du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) que vous avez le privilège de présider, demeure silencieux face aux graves soupçons de corruption qui pèsent sur certains de ses membres et entachent dans l'opinion publique l'honorabilité de l'Exécutif de Transition. Malgré les dénonciations publiques, les plaintes formelles, et les attentes de la population, il est inacceptable que ni les autres membres du CPT, ni le Chef du Gouvernement ne prennent les mesures que le droit, la morale et le contexte politique imposent en de pareilles circonstances.

A l'instar d'autres Parties Prenantes et d'autres organisations de la Société civile, nous croyons fermement que la transparence, l'intégrité, la moralité, la reddition de compte, sont des valeurs fondatrices préconisées par l'Accord du 3 avril qui doivent guider le comportement de tout serviteur public. Face à ces scandales à répétition, pour retrouver la confiance de la population, nous vous exhortons, Monsieur le Président, de concert avec le CPT et le Gouvernement, à prendre des mesures conservatoires contre les trois « Conseillers-Présidents » indexés dans le scandale de corruption de la BNC. Cette mesure permettra à la justice de suivre sereinement son cours, de rétablir la confiance du peuple haïtien dans la Présidence symbolisée aujourd'hui par le Conseil Présidentiel de Transition et de garantir le succès de la Transition »

Outre les cris d'alarme des organisations politiques, parties prenantes de la création du CPT, plusieurs secteurs de la Société civile ont, eux aussi, réagi et exprimé leurs vives préoccupations et leurs inquiétudes en demandant au Conseil de clarifier rapidement la situation vis-à-vis de l'opinion publique. Parmi ces organisations, citons entre autres, l'OIDG (Observatoire International pour la Démocratie et la Gouvernance. Son Président, Amboise Guillaume, dans une note datant du 10 août 2024, dit exprimer ses plus vives inquiétudes par rapport aux allégations de corruption impliquant des membres du Conseil Présidentiel de Transition. *« (…) Les membres du Conseil Présidentiel de Transition se doivent d'être au-dessus de tout soupçon. OIDG appelle les instances concernées à diligenter une enquête rigoureuse et transparente et de prendre les mesures qui s'imposeront si ces informations se confirment. »* Il faut dire qu'entretemps, l'affaire a pris une ampleur qui dépasse le cadre de la politique dans la mesure où même si la justice n'était pas encore saisie, en revanche, l'organisme anti-corruption l'ULCC (Unité de Lutte Contre la Corruption), un organisme autonome de l'État, lui, s'était déjà mis en branle.



L'ex-Président du Conseil d'administration de la BNC, Raoul Pierre-Louis

Le 30 juillet 2024, comme nous l'avons écrit au début, l'ex-Président du Conseil d'administration de la BNC, Raoul Pierre-Louis, était convoqué par cette instance n'ayant, certes, pas de pouvoir de poursuite, de venir donner plus d'explications et surtout de dire dans quelles circonstances il était entré en relation avec les trois Conseillers-Président. Mais, ne répondant pas positivement à sa demande en plus d'être « viré » de la BNC par Garry Conille, Pierre-Louis avait réalisé qu'il était pris dans un engrenage et s'était mis à couvert. Le même jour, l'ULCC lui envoyait une nouvelle convocation pour le 5 août 2024. Il ne sera, d'ailleurs, pas le seul à être convoqué afin de s'expliquer et surtout pour authentifier la fameuse correspondance du 24 juillet 2024 destinée au chef du Gouvernement. Après avoir fait faux bon une première fois aux enquêteurs de l'organisme anti-corruption, certains ne s'attendaient pas à ce que Raoul Pierre-Louis puisse répondre à cette deuxième convocation.

Erreur! Sur les conseils de son avocat, Me Sonet Saint-Louis, cette fois, l'ex-Président du BNC a débarqué comme prévu au bureau de l'ULCC le 5 août 2024 pour y être auditionné sur la véracité et le fond de sa lettre à Garry Conille dans laquelle il a accusé les trois Conseillers-Président de vouloir lui soutirer cent millions de gourdes pour être reconduit à la présidence de la BNC. Lors de cette audition, Louis Raoul Pierre-Louis a non seulement reconnu être l'auteur du courrier accusateur tout en édifiant les enquêteurs sur cette demande de 100 millions de gourdes, mais il a aussi fait la genèse de cette affaire.

Puisque, d'après lui, l'affaire avait commencé, en vérité, depuis le samedi 25 mai 2024 à la chambre N° 408 de l'hôtel Royal Oasis à Pétion-ville où les trois Conseillers-Président : Smith Joseph, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles et un Conseiller de ce dernier, Lonick Léandre, un ancien consul à Santiago de los Caballeros en République dominicaine, l'ont proposé ce marché de corruption. A en croire le Rapport de l'ULCC, c'est ce Conseiller qui avait planifié cette rencontre secrète entre les intéressés. Outre Raoul Pierre Louis, dans ce dossier d'autres personnalités avaient été invitées par l'ULCC pour y être auditionnées les jours suivants. C'est ainsi que près d'une dizaine de personnes, entre autres, Marie Myrtho Midy, Me Maurice Alexandre, Lonick Léandre, Onald Fontaine, Fritz William Michel, Eric Smarcki Charles et Marie Michelle Louis se sont défilées à Delmas 75 au siège de l'ULCC. Par ailleurs, d'autres acteurs se sont prononcés sur la question.

C'est le cas de Me Camille Leblanc, ancien ministre de la Justice qui était invité sur *Magik9* le vendredi 2 août 2024. Pour cet avocat, c'est la perspective électorale qui suscite cet engouement pour la corruption de la plupart des acteurs politiques entre autres les Conseillers-Présidentiel afin de financer leurs partis politiques ou les plateformes qui les ont désignés au CPT. Selon l'ancien Garde des Sceaux haïtien, *« Si les Conseillers ne prennent pas la décision qui s'impose, le CPT sera en péril. Quelle que soit l'action qu'il entreprendra, elle sera entourée de suspicion de corruption. Les Conseillers choisissent l'impunité parce qu'on est dans une formalité impossible. Ils savent que le Parlement n'existe pas et que la Haute Cour de Justice n'existe que par le biais du Parlement.*

Une structure de transition dirigée par des partis politiques qui iront aux élections présente des risques énormes. Ils auront besoin de fonds et de dividendes pour les préparer. Cette quête de financement pour les campagnes électorales pourrait détourner des ressources cruciales, nécessaires pour

suite à la page(16)



Visite du conseiller présidentiel Fritz Alphonse Jean au Directeur Général de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), Hans Joseph

The Complexity of Haiti’s Armed Groups and Struggle

Who Profits from Our Division?

by Kervens Louissaint

To understand the current crisis in Haiti, one must first trace the evolution of the armed groups that have transformed the country into a war zone.

Over the past three decades, poor neighborhoods’ armed groups have emerged in Haiti (mostly in the capital) and fought each other to defend territory, resources, and influence. But a major change occurred when the armed groups formed themselves into alliances in 2020.

The initial coalition was the G9, but the G-Pèp was formed the very next day in response. The two armed coalitions fought bloody battles for the next three years, but in February 2024 finally succeeded in making peace and merging. They now operate under a common banner called *Viv Ansanm* (Live Together).

This merger, which began fitfully in September 2023, finally succeeded in February 2024, when they definitively united to drive former de facto Prime Minister Ariel Henry from power.

The groups that joined the *Viv Ansanm* came to understand something fundamental: their strength could not be realized through disorganized confrontation but only through the unification of their means and power. As an organized alliance, the *Viv Ansanm* can coordinate its actions with a precision that baffles and outflanks the Haitian National Police (PNH).

However, the *Viv Ansanm*’s emergence is now being met with the rise of so-called “self-defense” groups.

At first glance, these groups appear to be communities that mobilize to protect their homes and their security. This is how the traditional media presents the picture. However, the reality is much more complex.

One must ask oneself: who arms these new “self-defense” groups with weapons of war and ammunition? Who is financing this “self-defense” that, moreover, often operates completely illegally?

We know that many of the neighborhoods that later became part of the *Viv Ansanm* were originally armed by the Haitian bourgeoisie and its political arms – like André Michel’s Democratic Popular Sector – to act as foot-soldiers in their battle with President Jovenel Moïse. Later, they were armed by Henry’s officials to fight against the revolutionary push in 2021 and 2022 of the G9, whose political demands were becoming sharper and more revolutionary.

Are the “self-defense” committees that we see in towns like Pont Sondé and Arcahaie, as well as in neighborhoods like Solino, again being funded by the bourgeoisie and state, today headed by the new leaders whom U.S. Secretary of State Anthony Blinken appointed, Prime Minister Garry Conille and the nine-headed Transitional Presidential Council (TPC)? Is Washington also providing these “self-defense” committees with support?

These are not trivial questions. They reveal an uncomfortable reality: Haiti is caught in a power game where chaos has become a tool of control. It is the result of decades of manipulation, where every move is calculated to keep the country in a state of permanent controlled anarchy.

In short, there are puppet-masters behind the scenes, who work to perpetuate our division and oppression, to weaken us from within. They pull the strings in the shadows, content to see our country consumed by fratricidal violence.

There are an assortment of “human rights” groups and other advocates who pretend to be acting in the interests of “the people”, but it has been shown that they too are usually merely pawns in this much larger game of control and manipulation.



Soldiers of the G9 Family and Allies march in a protest against Prime Minister Ariel Henry in Port-au-Prince on Sep. 19, 2023



Haitian Prime Minister Garry Conille (center, hand on heart) with members of the CPT and other government officials

We must face the truth: as long as we fight among ourselves, we remain vulnerable and easy to manipulate. While we exhaust ourselves in internal wars, those who supply the weapons, who orchestrate the alliances, who finance the divisions, continue to pull the strings with impunity, invisibly, while watching our country descend into chaos.

Let us look at the patterns more closely.

When *Viv Ansanm* gains influence and control of entire territories, “self-defense” groups suddenly appear, armed, organized, and ready to fight. A civil war seems to be looming, no longer between rival gangs. The media now presents it as a battle between “the population” itself and the *Viv Ansanm* bloc, as if it is not also part of “the population.” This raises a crucial questions: Who really benefits from this division between communities?

Haiti’s ruling class and its neo-colonial masters have long economically and politically benefitted from strife within the masses, a strife that results from inequality, state abandonment, systemic poverty, and widespread corruption.

This class divide is disguised and hidden when the rulers and power brokers fan the flames of division and distrust among the masses, making them forget that their true strength lies in unity, in collective resilience and resistance, and in love for a common future. Hence the slogans: “*El pueblo, unido, jamas sera vencido*” or “*L’Union fait la force.*”

Every time we fight against each other, every time blood is shed, there are dark interests that enrich themselves, foreign agendas that materialize, invisible powers that gain control.

Haiti is at a crossroads, and the path we take today will determine the future of our nation for generations to come. We can no longer afford to remain prisoners of the hatred and violence planted among us. It is time to transform our pain into collective strength and build together a country where peace, justice, and human dignity are the foundations of a better future.

We need a collective awakening. To do this, we must educate ourselves, question ourselves, reflect on the social and political dynamics that surround us, and understand the power games we face. It is by knowing the root causes of our misfortune that we can put an end to it.

If we do not realize this, we will always be vulnerable to manipulation. Likewise, when we become aware of our power, we will gain the collective capacity to break this destructive cycle.

We must stop fighting each other for a power we never had. The real fight is for unity, for justice, for a strong and independent state, free from the external influences that fuel our divisions. Haiti will only be able to recover if we understand that we have been manipulated to tear each other apart. The future of Haiti depends on our willingness to unite, our strength to overcome patterns of manipulation, and our commitment to building a nation where everyone can live with dignity and respect.

We, the Haitian people, must take back control of our destiny. Our role begins with a conscious choice: to become aware of our role in this change, determined to no longer be puppets of foreign interests, but instead sovereign actors of our own destiny.

It is time to build a new social model, based on unity, cooperation, and mutual respect. This does not mean turning a blind eye to injustices or forgiving crimes. It means designing sustainable ways to ensure equitable justice, a system where the State no longer responds to private interests but to the common good.

Together, let us write a new chapter, that of a sovereign, peaceful, and prosperous Haiti. The time has come to create a culture of dialogue, in our neighborhoods, in our families, in our communities. It must include every voice, from the most marginalized to the most influential. We cannot change our situation by remaining locked in clans, alliances for survival.

Today, I appeal to every Haitian: reflect on the power-plays around you, the forces that profit from your divisions, the narratives that are imposed on you. Do not get caught up in struggles that do not belong to you. Be united, be aware of your collective value, and refuse to let others dictate the course of your future.

Together, let us transform destructive energy into creative force. Let us not allow Haiti to become the theater of external ambitions, nor the prey of divisions orchestrated by those who wish to see our country on its knees. Let us refuse to fight against each other for reasons that are not ours. Let us instead build a sovereign, resilient Haiti, where the dignity of each citizen is respected, where the people’s voice is heard, and where justice, education, and peace form the foundation of a free and enlightened society.

The future is in our hands. Let us no longer allow ourselves to be manipulated. Let us no longer be pawns in a history written by others. Let us write, together, the history of a nation that is recovering, that is reinventing itself, and that finally embodies the values of unity and respect.

The reconstruction of our country, our identity, our dignity begins today, by us and for us.

L'ONU CONDAM

Le bâtiment de l'ONU à Manhattan. «L'ONU n'a pas été créée pour nous amener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer»

Par Michel Raimbaud

Un péché originel

Née dans le sillage de la seconde guerre mondiale, l'ONU a «fauté» dès ses premiers pas, endossant ou parrainant une spoliation de nature coloniale qui, plus de soixante-quinze ans plus tard, paraît quasiment irréparable. Le péché originel ? C'est d'avoir fait payer aux propriétaires légitimes de la terre (Asshab al Ared), à savoir les populations présentes en Palestine depuis des temps immémoriaux, un crime dans lequel ils n'étaient pour rien, l'Holocauste «découvert» dans les camps nazis lors de leur libération étant le fait des Européens (les Allemands, mais aussi beaucoup d'autres «collaborateurs») . Nous ne savions pas, affirment alors sans vergogne ceux qui savaient mais préféraient le taire… D'où leur zèle dans la recherche d'une réparation peu coûteuse pour de mauvaises consciences peu scrupuleuses : quoi de plus simple pour la tranquillité des innombrables lâches que d'expédier les survivants dans une terre refuge où avait été imposée depuis la chute des Ottomans une tutelle européenne, mais une terre au nom évocateur pour les sionistes : c'est donc, estiment-ils, le moment ou jamais de concrétiser la réalisation de projets tels que la Déclaration Balfour, le Foyer national juif etc., autant de «promesses» qui ne coûtent rien aux Européens, puisque les Arabes doivent en payer le prix.

C'est ainsi qu'apparaît à l'ordre du jour le plan de partage de la Palestine, encore sous mandat des Britanniques (d'ailleurs amputée depuis 1922 de la Transjordanie, ainsi soustraite à l'application de la Déclaration Balfour). Élaboré par le Comité spécial des Nations unies institué par l'Assemblée générale (AGNU) et approuvé par celle-ci, le Plan est voté le 29 novembre 1947 : la résolution 181 «recommande» la partition de la Palestine en trois entités distinctes : un État juif sur 56% du territoire et un État arabe sur 42%, Jérusalem (les 2% restants) devant être doté d'un statut spécial. Le résultat en sera la première «nakba» (catastrophe) qui se traduit par l'expulsion brutale et sans rémission de centaines de milliers de Palestiniens chassés de leurs maisons, de leurs villes ou villages et de leurs terres. Cet exode est déjà horrible en soi, mais il passera presque inaperçu grâce à une couverture médiatique biaisée (Exodus) et à l'ignorance de l'opinion, passant en Occident comme une lettre à la poste : c'est cette «nakba» qui se reproduit au grand jour depuis l'automne 2023, inspirant au Révérend Dr Munther Isaac, de l'Église luthérienne évangélique de Bethléem, cette vérité qui mérite d'être méditée : «Si vous n'êtes pas horrifiés par ce qui se passe, si vous n'êtes pas ébranlé jusqu'au fond de vous-même, c'est que votre humanité est en défaut».



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres

En 1948, on peut déjà dire à l'issue de la première vague d'épuration ethnique que sous l'État d'Israël, il y aura toujours et partout la terre de Palestine. Et en germe tous les conflits, drames, rancœurs et haines qui vont dès lors faire flamber en permanence la Terre Sainte et le Grand Moyen-Orient. Ce projet typiquement colonial permettra de concrétiser «l'État-tampon» imaginé par Lord Campbell- Bannerman, Premier ministre britannique, au tournant des années1900, afin de semer la zizanie dans toute la région du fait de sa seule existence et de décourager les aspirations ou les ambitions des Arabes ou des musulmans à l'unité. Les autochtones n'ont pas été consultés, bien qu'ils représentent alors 70% de la population. Ils sont évidemment hostiles au partage, qui attribue plus de la moitié de leur terre aux immigrants juifs, en vertu d'un droit de succession inédit se référant à des ancêtres supposés y avoir vécu il y a 2000 ans.

Le plan onusien sera accepté (du bout des lèvres) par les dirigeants de la communauté juive, mais pour des leaders comme Ben Gourion, il ne s'agit que d'un hors-d'œuvre, prélude au festin que constituera l'absorption de la totalité de la Palestine.

La fin du mandat britannique est fixée au 1er août 1948, le partage devant être effectif au 1er octobre de la même année. Mais le Royaume de Sa Majesté, affaibli par son effort de guerre, se délestera de ses responsabilités avant l'heure, le 15 mai 1948. Pour imposer d'emblée son calendrier, l'État d'Israël est proclamé illico le 14 mai, la veille du déguerpissement des mandataires, dans un contexte de confusion et d'attentats… Les voisins arabes déclenchent les hostilités qui dureront jusqu'en janvier 1949, se terminant par des armistices séparés. Il n'y aura pas d'État arabe et pas de statut pour Jérusalem, ce qui permettra aux sionistes de ronger en douce ce qui reste de Palestine.

Si la légitimité du partage est nulle, sa légalité elle-même est hautement incertaine. Présenté comme une recommandation, le dit Plan est rejeté fermement par la majorité des dirigeants arabes, y compris le Haut Comité soutenu par la Ligue arabe, laquelle se dit prête à prendre toutes les mesures pour empêcher l'application de la résolution 181 qui bafoue le droit à l'autodétermination. Il est déclaré nul par les Nations unies et abandonné purement et simplement. Comme l'explique le colonel Jacques Baud, qui a décortiqué l'épisode et ses fondements juridiques, la résolution, émanant de l'Assemblée générale et non pas du Conseil de sécurité, n'a pas de valeur contraignante. Elle «recommande» simplement, c'est-à-dire que l'ONU renonce d'emblée à imposer son autorité. Dans ces conditions, on réalisera que la création d'Israël ne résulte même pas d'une décision onusienne, mais qu'elle illustre – déjà – l'impuissance de la nouvelle Organisation. Dès sa naissance, l'État sioniste apparaît comme un «électron libre», dégagé des contraintes de ce bas monde.

L'enfant chéri qui tyrannise l'Occident collectif

Jouissant de l'indulgence de l'Occident colonialiste et de la faveur de l'URSS qui voit dans les Kibboutz l'embryon d'une enclave «socialiste», Israël se comportera sans plus attendre comme un État hors-champ ou comme un sujet capricieux. Il profitera du vide juridique pour prendre des libertés avec le Droit international, au point de l'ignorer totalement. Il découvrira immédiatement son impunité, et le profit qu'il peut en tirer. Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, seront ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants (sic) est ignorée. La résolution 242 du Conseil de sécurité du 22/11/67 qui traite de l'évacuation des territoires occupés l'est également, comme les résolutions 476 du 30/06/80, la 478 du 20/08/80 ainsi que la 672 du 12/12/90, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de sécurité qui auraient été violées pour la période 1948/2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée générale ignorées ou violées depuis 2015… Etc.. Ce qui en dit long sur le respect accordé par certains États au Droit international. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99

INÉE À MORT ?



Vote de l'Assemblée générale de l'ONU

chapitre XV de la Charte, le secrétaire général Gutteres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde… C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu. L'imprégnation sioniste, la solidarité des «peuples élus», «60 millions de chrétiens évangélistes unis pour Israël», le néo-conservatisme comme ciment, l'AIPAC comme «police des mœurs», autant d'incitatifs à une solidarité sans faille, à une affinité qui ne se discute plus depuis des lustres, alimentant l'arrogance des deux partenaires : le cœur de l'Amérique bat pour Israël et Israël est le cœur battant de l'Amérique…

En 1948, Truman était le premier chef d'État étranger à reconnaître Israël, prenant ainsi la relève de la Grande-Bretagne, pourtant à l'origine de la création de l'État tampon qui sème le trouble et la destruction dans tout le grand Moyen-Orient. C'est ainsi que 55% des vétos étatsuniens au Conseil de Sécurité sont liés au souci de protéger Israël.

La dissolution surprise de l'URSS, proclamée la veille de Noël 1991, vient bousculer l'échiquier onusien. Le cadeau du Père Noël à l'Amérique est somptueux : les pleins pouvoirs sur la planète. Il n'y a plus qu'une seule superpuissance et celle-ci entend faire la loi sans concession. Tout un chacun est prié de se mettre au garde-à-vous devant la puissance indispensable, plus grand Empire que la terre ait porté. Israël est promu de facto fondé de pouvoir pour le Grand Moyen-Orient. Théâtre d'un véritable séisme, l'ONU doit survivre et s'accommoder du moment unipolaire, de l'hégémonisme américain sans partage et en assumer toutes les conséquences… On verra donc l'Occident appliquer peu à peu les principes de sa stratégie «libératrice» expérimentée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale : on bombarde d'abord et on rase gratis, on libère ensuite, et sur les bases de ce chaos destructeur, on impose sa loi dans toute la mesure du possible, de préférence par proxies interposés. Fleuriront alors les révolutions de couleur et les printemps arabes, et Israël y joue un rôle déterminant. Le Programme pour un Nouveau Siècle américain (PNAC), le plus achevé des calendriers hégémoniques, porte la trace des considérations ci-dessus.

On verra donc s'institutionnaliser de façon extravagante la relation maladivement fusionnelle entre l'Amérique et Israël, entre les dirigeants de Washington et ceux de Tel-Aviv, relevant de la psychanalyse plus que de l'analyse, bien qu'elle renverse les rôles : le décideur n'est pas celui que l'on attendrait… Résultat logique, l'État sioniste glissera rapidement vers un comportement d'État voyou, caractérisé par les trois critères adoptés par l'Israélien Avi Shlaim : il ne respecte pas le droit international, il possède des armes de destruction massive, il pratique le terrorisme par l'utilisation de la violence contre des populations civiles à des fins politiques.

Secrétaire général des Nations unies durant une bonne partie de la guerre froide (d'avril 1953 à septembre 1961), Dag Hammar Skjold, homme de grande sagesse et d'une lucidité exemplaire avait eu cette formule qui reste d'actualité : «L'ONU n'a pas été créée pour nous amener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer». De là où il repose post mortem, comment aura-t-il accueilli l'état actuel des choses, c'est-à-dire un avis de décès : l'ONU s'est éteinte, emportant avec elle les reliques du droit international. Elle ne nous a pas amenés au paradis, mais on ne saurait dire qu'elle nous a sauvés de l'enfer, puisqu'elle se sera avérée incapable de ramener à la raison l'État qui lui doit l'existence…

Le coup de foudre du 7 octobre 2023

Le 7 octobre 2023, éclate comme un coup de tonnerre dans le ciel bleu ce que le mainstream occidental qualifiera contre vents et marées de guerre Israël-Hamas, présentée comme l'agression d'un groupe terroriste palestinien sorti de nulle part contre de paisibles jeunes gens, selon la technique du «saucissonnage» chère aux godillots de la bienpensance.

Nous ne reproduirons pas ici le bilan atroce et accablant de la réaction et de la répression de l'État israélien contre les Gazaouis, surtout les civils palestiniens, enfermés à vie dans une enclave devenue le plus grand camp de concentration du monde, au sens plein du terme. Déjà spoliateur, usurpateur et ségrégationniste, pratiquant un apartheid comme l'Afrique du Sud de jadis, l'État sioniste a franchi une nouvelle étape dans son mépris des lois, du droit international et du droit humanitaire : il réalise en direct, prenant plaisir à le médiatiser, un génocide, une épuration ethnique, assortis de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et il est condamné sans appel par la Cour Internationale de Justice (CIJ) tandis que la Cour pénale internationale (CPI) a lancé deux mandats d'arrêt contre le Premier ministre Netanyahou et le ministre Yoad Gallant.

On ne peut qu'être épouvanté de la démence des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahou qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban (sic) et qui insulte les Nations unies dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un État qui s'affiche ouvertement comme un État hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du Hezbollah et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne. Les villes classées au Patrimoine mondial de l'UNESCO n'échappent pas à sa rage destructrice. Au moins un million de personnes sont à la recherche d'un abri, tandis que la route Beyrouth-Damas est systématiquement pilonnée pour empêcher la circulation des réfugiés ou leur retour dans une Syrie d'ailleurs régulièrement et sévèrement ciblée.

L'Occident collectif défend Israël dans tous ses crimes et méfaits, approuve son protégé lorsque celui-ci s'attaque ouvertement aux institutions de l'ONU et à ses émanations diverses : l'Assemblée générale, l'UNRWA, la commission des Droits de l'Homme, les rapporteurs et mandataires divers, la FINUL, se permettant de déclarer persona non grata le secrétaire général Antonio Guterres. Ledit Occident soutient sans réserve l'État sioniste lorsque ce dernier pratique avec ostentation le terrorisme dans toute la région, multipliant les incursions et assauts contre les installations civiles et les assassinats arbitraires, dans le cadre d'un terrorisme ciblé ou aveugle.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations unies l'État terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au secrétaire général lui-même, déclaré persona non grata en Israël. Ce serait la moindre des choses. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. En ne le faisant pas contre une entité criminelle à ce point et dangereusement provocatrice, elle se déshonore par son silence et avoue son impuissance, sous la pression, il faut bien le dire des Anglo-saxons et de l'Occident collectif, de plus en plus collectif dans l'ignominie et l'hypocrisie, recroquevillé sur des «valeurs» et des «normes» de son invention, imposées en lieu et place du droit onusien.

Quant à l'affaire des bippers, c'est loin d'être avant tout un exploit technique. Selon le haut-commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme Volker Türc, «le ciblage simultané de milliers de personnes, civils ou membres de groupes armés, sans savoir qui était en possession des engins ciblés, où et dans quel environnement ils se trouvaient, constitue une violation (une de plus) du droit international, une violation des droits de l'homme…» Avis aux spécialistes occidentaux qui se pâment d'admiration devant une telle opération de Tsahal…

Qui dira l'horreur des enfants tués d'une balle dans la tête, des femmes systématiquement ciblées, des prisonniers systématiquement violés, des civils déshumanisés, au prétexte qu'ils sont «des animaux». On ne hurlera jamais assez pour leur rappeler aux indifférents que des familles entières par milliers, voire dizaines de milliers, sont exterminées et meurent sous les décombres suite aux bombardements aveugles de «l'armée la plus morale du monde». Aucun pays ne proteste, ne demande des comptes, ce qui encourage les dirigeants de Tel-Aviv à poursuivre leurs projets de destruction et de domination de toute la région… Francesca Albanese, rapporteuse sur la situation des DDH dans les territoires occupés : un million de Palestiniens ont fait l'expérience des prisons israéliennes depuis 1967. Gaza, plus grand camp de concentration à ciel ouvert de la planète. Aux termes du droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupant par tous les moyens, qu'ils soient ou non légaux : en pareil cas, la notion de terrorisme n'existe pas, malgré l'acharnement occidental à qualifier le Hamas de groupe terroriste.

Les dirigeants occidentaux et leurs auxiliaires médiatiques ou autres qui font l'apologie du génocide en cours sous nos yeux et soutiennent l'État qui se vante du dit génocide, ne devraient pas se faire trop d'illusions. Tôt ou tard, des comptes leur seront demandés et ils devront répondre de leur attitude délibérément criminelle, en attendant le tribunal de l'Histoire, et avant de finir dans ses poubelles.

Les membres de l'ONU se taisent, et tout se passe comme si déjà l'ONU elle-même était décédée, de sa belle ou de sa vilaine mort ou d'une mort honteuse… Qui lui redonnera vie, dès lors que les pays qui revendiquent la succession de l'Occident failli misent sur une ONU revigorée et adaptée au nouvel ordre qui se dessine. Temps de colère que le nôtre. Les optimistes se raccrochent à la mutation en cours de l'ordre mondial. Le vent se lève en tempête et il faut que le monde tente de vivre. L'ordre existant est diabolique, que le nouvel ordre vienne… de toute urgence.

Mondialisation 24 Octobre 2024

La guerre d'Israël contre le (vrai) journalisme



Par Chris Hedges

Le génocide israélien comprend la censure la plus draconienne et l'assassinat intentionnel de journalistes depuis la création du correspondant de guerre moderne. Les conséquences seront catastrophiques.

Quelque 4 000 reporters étrangers sont accrédités en Israël pour couvrir la guerre. Ils séjournent dans des hôtels de luxe. Ils assistent à des spectacles de chiens et de poneys orchestrés par l'armée israélienne. En de rares occasions, ils peuvent être escortés par des soldats israéliens lors de visites éclair à Gaza, où on leur montre des caches d'armes présumées ou des tunnels utilisés, selon l'armée, par le Hamas. Ils assistent consciencieusement aux conférences de presse quotidiennes. Ils reçoivent des briefings officieux de la part de hauts fonctionnaires israéliens qui leur fournissent des informations qui s'avèrent souvent fausses. Ils sont les propagandistes involontaires et parfois conscients d'Israël, les sténographes des architectes de l'apartheid et du génocide, les guerriers des chambres d'hôtel. Bertolt Brecht les appelait avec acidité les porte-parole des porte-parole.

Et combien de reporters étrangers y a-t-il à Gaza ? Aucun.

Les reporters palestiniens de Gaza qui comblent ce vide le paient souvent de leur vie. Ils sont la cible d'assassinats, tout comme leurs familles. Selon le Comité pour la protection des journalistes, au moins 128 journalistes et professionnels des médias de Gaza, de Cisjordanie et du Liban ont été tués et 69 ont été emprisonnés. Il s'agit de la période la plus meurtrière pour les journalistes depuis que l'organisation a commencé à collecter des données en 1992.

Vendredi, Israël a bombardé un bâtiment abritant sept médias dans le sud du Liban, tuant trois journalistes d'Al Mayadeen et d'Al Manar et en blessant 15 autres. Depuis le 7 octobre, Israël a tué 11 journalistes au Liban.

Le caméraman d'Al Jazeera, Fadi al-Wahidi, qui a reçu une balle dans le cou dans le camp de réfugiés de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, tirée par un tireur d'élite israélien au début du mois, est dans le coma. Israël lui a refusé l'autorisation de se faire soigner en dehors de Gaza. Comme la plupart des journalistes visés, y compris sa collègue assassinée Shireen Abu Akleh, il portait un casque et un gilet pare-balles qui l'identifiaient comme journaliste.

L'armée israélienne a qualifié de « terroristes » six journalistes palestiniens de Gaza qui travaillent pour Al Jazeera. *« Ces six Palestiniens sont parmi les derniers journalistes à avoir survécu à l'assaut israélien à Gaza »*, a déclaré Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés. Les déclarer « terroristes » équivaut à une condamnation à mort.

L'ampleur et la sauvagerie de l'assaut israélien contre les médias ne ressemblent à rien de ce que j'ai pu observer au cours de mes vingt années de correspondance de guerre, notamment à Sarajevo où les snipers serbes visaient régulièrement les reporters. Vingt-trois journalistes ont été tués en Croatie et en Bosnie-Herzégovine pendant les guerres de Yougoslavie entre 1991 et 1995. Vingt-deux ont été tués lorsque je couvrais la guerre au Salvador.

Soixante-huit journalistes ont été tués pendant la Seconde Guerre mondiale et 63 au Viêt Nam. Mais contrairement à ce qui s'est passé à Gaza, en Bosnie et au Salvador, les journalistes n'étaient généralement pas pris pour cible.

L'assaut d'Israël contre la liberté de la presse ne ressemble à rien de ce que nous avons connu depuis que William Howard Russell, le parrain du reportage de guerre moderne, a renvoyé des dépêches de la guerre de Crimée. L'assaut qu'il mène contre les journalistes est une catégorie à part.

Le représentant James P. McGovern et 64 membres de la Chambre des représentants ont envoyé une lettre au président Joseph Biden et au secrétaire d'État Antony Blinken , appelant les États-Unis à faire pression pour qu'Israël permette un accès sans entrave aux journalistes américains et internationaux. En juillet, plus de 70 médias et organisations de la société civile ont signé une lettre ouverte demandant à Israël d'autoriser les reporters étrangers à se rendre à Gaza.

Israël n'a pas bougé. L'interdiction faite aux journalistes internationaux de se rendre à Gaza est toujours en vigueur. Son génocide se poursuit. Des centaines de civils palestiniens sont tués et blessés chaque jour. En octobre, Israël a tué au moins 770 Palestiniens dans le nord de la bande de Gaza. Israël diffuse ses mensonges et ses fabrications, du Hamas qui utilise les Palestiniens comme boucliers humains aux viols de masse et aux bébés décapités, à une presse captive qui les amplifie servilement. Lorsque les mensonges sont révélés, souvent des semaines ou des mois plus tard, le cycle médiatique est passé et peu de gens s'en rendent compte.

La censure et l'assassinat massifs de journalistes par Israël auront des conséquences inquiétantes. Elle érode encore davantage les quelques protections dont nous disposions en tant que correspondants de guerre. Elle envoie un message sans équivoque à tout gouvernement, despote ou dictateur qui cherche à masquer ses crimes. Il annonce, comme le génocide lui-même, un nouvel ordre mondial, où le meurtre de masse est normalisé, où la censure totalitaire est autorisée et où les journalistes qui tentent d'exposer la vérité ont une espérance de vie très courte.

Israël, avec le soutien inconditionnel du gouvernement américain, est en train d'éviscérer les derniers lambeaux de la liberté de la presse.

Ceux qui font la guerre, n'importe quelle guerre, cherchent à façonner l'opinion publique. Ils courtisent les journalistes qu'ils peuvent domestiquer, ceux qui se prosternent devant les généraux et, bien qu'ils ne l'admettent pas ouvertement, cherchent à rester le plus loin possible des combats. Ce sont les « bons » journalistes. Ils aiment « jouer » au soldat. Ils participent avec enthousiasme à la diffusion de la propagande sous le couvert de l'information. Ils veulent participer à l'effort de guerre, faire partie du club.

Malheureusement, ils constituent la majorité des médias dans les guerres que j'ai couvertes. Tous les journalistes de CNN qui traitent d'Israël et de la Palestine doivent soumettre leur travail à l'examen du bureau de la chaîne à Jérusalem avant publication, un bureau qui est tenu de respecter les règles établies par les censeurs militaires israéliens.

Ces journalistes et organismes d'information domestiqués sont, comme l'a souligné Robert Fisk, « prisonniers du langage du pouvoir ». Ils répètent consciencieusement le lexique officiel – « terroristes », « processus de paix », « solution à deux États » et « droit d'Israël à se défendre ».

Le New York Times, écrit The Intercept, « a demandé aux journalistes couvrant la guerre d'Israël contre la bande de Gaza de limiter l'utilisation des termes "génocide" et "nettoyage ethnique" et d' »éviter« d'utiliser l'expression "territoire occupé" pour décrire la terre palestinienne, selon une copie d'un mémo interne obtenu par The Intercept ».

Le mémo demande également aux journalistes de ne pas utiliser le mot Palestine « sauf dans de très rares cas » et d'éviter le terme « camps de réfugiés » pour décrire les zones de Gaza historiquement occupées par des Palestiniens déplacés et expulsés d'autres parties de la Palestine au cours des précédentes guerres israélo-arabes », note The Intercept. *« Ces zones sont reconnues par les Nations Unies comme des camps de réfugiés et abritent des centaines de milliers de réfugiés enregistrés. Il n'y a pas de bataille entre le pouvoir et les médias »*, note Fisk. Par le biais du langage, nous sommes devenus eux.

Le général à la retraite David Petraeus, l'un des auteurs du manuel de 2006 sur la contre-insurrection utilisé par les forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, affirme que persuader le public que l'on est en train de gagner – même si, comme en Afghanistan, on est pris au piège dans un bourbier – est plus important que la supériorité militaire. Les médias nationaux jouent un rôle essentiel dans la perpétuation de cette tromperie.

Et puis il y a les vrais journalistes. Ils éclairent les rouages du pouvoir. Ils disent la vérité, car comme l'a dit le poète Seamus Heaney, « *la vérité existe et on peut la dire* ». Ils rendent publiques la cruauté, la mendicité et la criminalité des puissants. Elles exposent la collaboration des médias domestiqués. C'est la raison pour laquelle Julian Assange a été impitoyablement traqué et persécuté pendant 14 ans.

Pour les puissants, les faiseurs de guerre et les médias domestiqués, ces vrais journalistes sont l'ennemi. WikiLeaks a publié un document de 2 000 pages du ministère de la défense dans lequel des représentants du gouvernement britannique assimilent les journalistes d'investigation à des terroristes. L'animosité n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de l'assaut israélien contre le journalisme.

Israël n'a pas vaincu le Hamas. Il n'a pas vaincu le Hezbollah. Il ne vaincra pas l'Iran. Mais il doit convaincre son propre public et le reste du monde qu'il est en train de gagner. La censure et le silence des journalistes qui dénoncent les crimes de guerre d'Israël et les souffrances qu'il inflige aux civils sont une priorité israélienne.

Il serait rassurant de qualifier Israël d'aberrant, de nation qui ne partage pas nos valeurs, de nation que nous soutenons en dépit de ses atrocités. Mais bien sûr, Israël est une extension de nous-mêmes.

Comme l'a dit le dramaturge Harold Pinter :

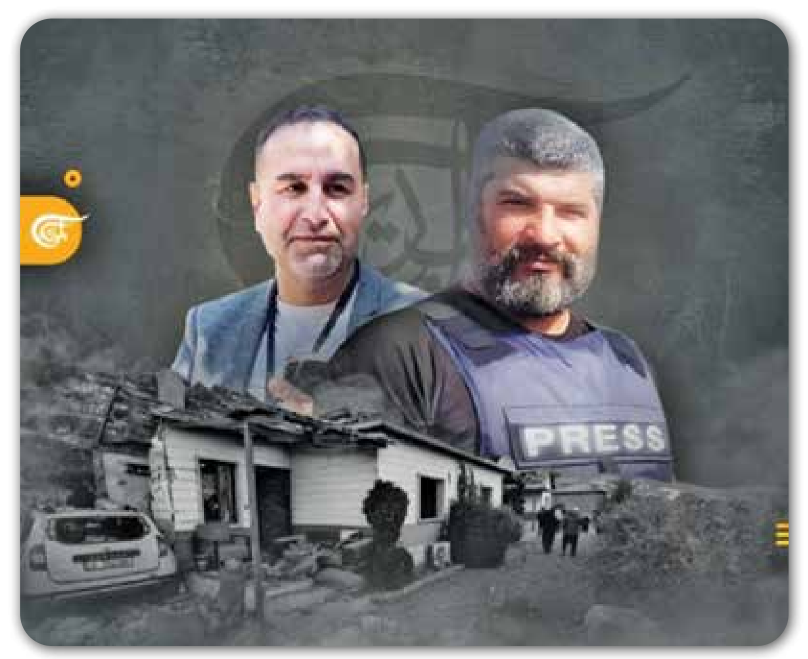
La meilleure façon de définir la politique étrangère des États-Unis est de dire : *« Embrasse mon cul ou je te défonce la tête ».* C'est aussi simple et grossier que cela. Ce qui est intéressant, c'est qu'elle est incroyablement efficace. Elle possède les structures de la désinformation, de l'utilisation de la rhétorique, de la distorsion du langage, qui sont très persuasives, mais qui sont en fait un tissu de mensonges. Il s'agit d'une propagande très efficace. Ils ont l'argent, ils ont la technologie, ils ont tous les moyens de s'en sortir, et ils le font.

En acceptant le prix Nobel de littérature, Pinter a déclaré: *« Les crimes des États-Unis ont été systématiques, constants, vicieux, sans remords, mais très peu de gens en ont parlé. Il faut rendre hommage à l'Amérique. Elle a exercé une manipulation tout à fait clinique du pouvoir dans le monde entier tout en se faisant passer pour une force du bien universel. C'est un acte d'hypnose brillant, voire spirituel, très réussi ».*

L'obstacle le plus important à l'hypnose de masse d'Israël sont les journalistes palestiniens de Gaza. C'est pourquoi le taux de mortalité est si élevé. C'est pourquoi les responsables américains ne disent rien. Eux aussi détestent les vrais journalistes. Eux aussi exigent des reporters qu'ils se domestiquent pour courir comme des rats d'un événement de presse chorégraphié à l'autre.

Le gouvernement américain ne dit et ne fait rien pour protéger la presse parce qu'il soutient la campagne israélienne contre les médias, tout comme il soutient le génocide israélien à Gaza.

The Chris Hedges Report
Traduction ASI
Arrêt sur info — 25 octobre 2024



Le caméraman Ghassan Najjar et l'ingénieur de l'audiovisuel Mohammad Reda, martyrs d'Al Mayadeen, tués par une agression israélienne sur la résidence des journalistes à Hasbayya, au Sud-Liban, le 10 octobre.25, 2024 (Al Mayadeen)



Un casque de presse est déposé sur la tombe de Hamza Dahdouh, un journaliste palestinien qui travaillait pour Al Jazeera et le fils du chef du bureau d'Al Jazeera à Gaza, Wael Dahdouh, tué lors d'une frappe de drone israélienne à Rafah, le 7 janvier 2024. (© Mohammed Talatene/picture-alliance/dpa/AP Images)

France : Manifestation pour réclamer la libération de Georges Abdallah, le plus vieux prisonnier politique d'Europe



Par Lou Madec

Fervent défenseur de la cause palestinienne, Georges Ibrahim Abdallah est emprisonné en France depuis 40 ans. Le 26 octobre, des milliers de personnes ont réclamé sa libération devant la prison de Lannemezan, dans un contexte de poursuite du génocide à Gaza et d'escalade militaire au Moyen-Orient provoquée par Israël. Un regard rétrospectif sur cette mobilisation et toute une vie de lutte.

Samedi, 4 000 personnes se sont rassemblées devant la prison de Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, pour réclamer la libération de Georges Ibrahim Abdallah, le prisonnier politique le plus ancien d'Europe et défenseur de longue date de la cause palestinienne. Aux cris de "Abdallah, Abdallah, vos camarades sont là" et "La Palestine va gagner, libérez Georges Abdallah", les manifestants, venus de toute la France, mais aussi de Suisse et d'Espagne, ont défilé dans une mobilisation combative, anti-impérialiste et anticolonialiste.

Les camarades de Révolution Permanente ont participé à la manifestation avec une marche de jeunes, ouvriers et militants pour montrer leur soutien à Georges Abdallah. Ariane, porte-parole du RP, a dénoncé "la répression de l'Etat français, complice de l'Etat colonial d'Israël, et nous continuerons d'exiger leur libération et celle de tous les prisonniers politiques, tous prisonniers réprimés pour leur engagement auprès du peuple palestinien".

La mobilisation annuelle en soutien au militant communiste prend un poids politique encore plus grand que les années précédentes, dans le contexte de la guerre génocidaire et coloniale d'Israël en Palestine et au Liban, et de l'intensification de la criminalisation du soutien à la cause palestinienne. L'emprisonnement de Georges Ibrahim Abdallah représente la cruauté politique et judiciaire dont sont capables les démocraties libérales impérialistes, à l'image de la France qui mène depuis plusieurs mois une politique coloniale répressive en Kanaky et en Martinique.

Qui est Georges Ibrahim Abdallah ?

Né en avril 1951 au nord du Liban, la jeunesse de Georges Ibrahim Abdallah a été marquée par les offensives israéliennes au Liban en 1978 et 1982 et les atrocités commises contre le peuple palestinien. Il a rejoint le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et a cofondé les Factions armées révolutionnaires libanaises (FARL).

En 1982, une enquête est ouverte sur le meurtre d'un attaché militaire à l'ambassade américaine et d'un agent des services secrets israéliens. Défendu par un avocat, en réalité un agent de la DGSE (services secrets français), le militant libanais a été accusé à tort par le ministère de l'Intérieur d'avoir commis plusieurs attentats en 1986. Au terme d'un procès hautement politique, les autorités françaises ont incarcéré Georges Abdallah pour « complicité de meurtre ». Il purge sa peine à Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, dans une prison pour prisonniers politiques, où "Txeroki", membre de l'organisation indépendantiste basque ETA, et Jean-Marc Rouillan, ancien militant d'Action Directe, ont également été détenus.

Bien qu'il soit en prison depuis plus de 40 ans, le militant communiste n'a jamais renoncé à ses convictions. Ce samedi, Georges Abdallah a adressé une lettre à ses partisans : « Il est urgent de faire tout son possible pour contrer la barbarie sioniste en cours à Gaza, en Cisjordanie et au Liban », « Gaza ne portera jamais le drapeau blanc de la capitulation. *"Ni les sionistes ni aucune autre force criminelle ne pourront jamais briser la volonté de la résistance à Gaza."*

La cruauté judiciaire et politique au service des États impérialistes

Libéré depuis 1999, le gouvernement français refuse de libérer Georges Abdallah pour plaire aux États-Unis. En fait, Washington fait directement pression sur le gouvernement pour qu'il le maintienne dans les prisons françaises. En 2013, alors que la Cour avait accepté sa libération conditionnée à une autorisation de l'exécutif, les ministres de l'Intérieur Manuel Valls puis Gérald Darmanin refusèrent systématiquement de l'accorder. En janvier 2022, lors d'une audience au tribunal administratif de Paris pour statuer sur son expulsion vers le Liban, un juge a déclaré que le maintien en détention de Georges Ibrahim Abdallah reposait sur des « considérations extrajudiciaires ». Pour les autorités françaises, l'objectif est de condamner le militant à la prison à vie, alors que la Cour européenne des droits de l'homme l'interdit dans ses textes protégeant les droits fondamentaux. La CEDH a rendu un arrêt condamnant la Hongrie pour avoir imposé des peines de prison considérées comme un traitement inhumain et dégradant. Même si une onzième demande de libération a été déposée le 7 octobre, la décision du tribunal sera rendue le 15 novembre.

En réalité, le maintien de sa détention est profondément politique. Elsa Marcel, avocate de Révolution Permanente, explique que « Georges Ibrahim Abdallah est une cible politique pour les Etats-Unis et la France. Ce qui est infligé à Georges Abdallah, c'est une condamnation à mort cachée. L'État le persécute parce qu'il est un communiste arabe et un fervent défenseur de la cause palestinienne. En plein génocide en Palestine, les États-Unis et la France veulent faire taire toutes les voix de solidarité avec le peuple palestinien.

Georges Ibrahim Abdallah est en effet un symbole de résistance, contre les atrocités d'Israël au Moyen-Orient, contre ses guerres au Liban et contre sa politique de colonisation et de génocide en Palestine. C'est un symbole de résistance contre les États impérialistes qui soutiennent, arment et financent Israël, qui érigent en crime l'expression d'une opinion, qui répriment les militants pro-palestiniens et qui interdisent les rassemblements de soutien à Gaza.

Contre les offensives autoritaires des États impérialistes, nous devons rester unis et construire un équilibre international des forces, en solidarité avec les peuples palestinien et libanais, et avec les militants réprimés comme Georges Ibrahim Abdallah. A cet effet, Mediapart a publié un appel international pour sa libération en 2021, diffusé par La Izquierda Diario. Continuons à lutter pour leur libération, contre la répression et pour une Palestine libre. Libérez Georges Abdallah ! La Palestine va gagner !

Red International
2 novembre 2024

Message de Georges Abdallah : « Gaza ne hissera jamais le drapeau blanc de la reddition »

Depuis la prison où il a déjà purgé 40 ans de détention injuste en raison de la complicité française avec le sionisme, Georges Ibrahim Abdallah a adressé un message à ceux qui ont manifesté samedi dernier leur solidarité devant la prison.



Georges Abdallah!

Camarades, amis,

Des années, de très longues années, derrière des murs abominables et la même détermination et le même enthousiasme continuent de résonner dans votre mobilisation solidaire... Vous voir ici aujourd'hui rassemblés, devant ces barbelés et autres tours de surveillance, à quelques mètres de mon cellule, me remplit de force et me réchauffe le cœur.

Mais quelle émotion, camarades et amis, de voir que, pour la première fois depuis tant d'années, ce n'est pas notre infatigable Suzanne qui lit cette courte déclaration. Notre chère Suzanne est décédée, comme vous le savez, il y a quelques semaines. En effet, elle reste vivante, à jamais dans nos cœurs et nos mémoires, comme une flamme vivifiante, surtout dans de telles circonstances.

Camarades, amis, Votre mobilisation solidaire ne laisse personne ici indifférent. Voyez-vous, l'atmosphère de ces lieux sinistres, de tout ce milieu carcéral change lorsque l'écho de la vie active se heurte à l'ennui sans nom d'un quotidien carcéral mortifiant... C'est ainsi que les compagnons de la prison sociale découvrent, comme par magie, ne serait-ce que pour un temps, la beauté et la force de relations humaines fondamentalement désintéressées, la solidarité malgré tant d'années derrière les barreaux... En tant que survivants de la pauvreté culturelle et émotionnelle, dont certains n'ont eu aucun contact réel avec la société depuis de nombreuses années, ce le réveil de l'enthousiasme et de l'humanité ne passe pas inaperçu ; Cela se voit dans leurs yeux et dans les commentaires spontanés, souvent sincères mais malheureusement sans avenir.

Camarades, amis, l'écho de vos slogans, de vos chansons et de tout le reste, dépasse ces barbelés et autres tours de guet, résonne dans nos têtes et nous éloigne de ces lieux sinistres.

Camarades, chers amis, À l'aube de cette quarante et unième année de captivité, vous retrouver ici, dans la diversité de votre engagement, est un démenti cinglant à tous ceux qui pariaient que votre esprit de solidarité s'épuisait. Cela démontre que le changement du rapport de force en faveur des protagonistes révolutionnaires emprisonnés est toujours fonction de la solidarité mobilisée dans la lutte anticapitaliste/anti-impérialiste. Nous pouvons donc affirmer sans le moindre doute que le soutien le plus significatif que nous puissions apporter à nos camarades emprisonnés est, dès le début, un réel engagement dans la lutte en cours. Ce n'est qu'en assumant notre solidarité dans ce domaine que la permanence en prison de nos camarades commence à avoir plus de poids que les éventuelles menaces inhérentes à leur libération.

Camarades, amis, en cette époque de crise mondiale du capitalisme mondialisé et d'exacerbation de toutes ses contradictions, en cette époque de guerre, de massacres à grande échelle, de répression, de fascisation, de propagande et de manipulation, de grandes luttes et mobilisations et surtout de cette montée passionnante d'une jeunesse active sur fond de barbarie inhérente au capitalisme mourant... pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des millions de personnes sont témoins d'un génocide en cours. Depuis plus de 380 jours, les génocidaires continuent de faire des ravages à Gaza et en Cisjordanie et étendent désormais la portée de leur guerre au Liban avec le soutien actif des principales puissances impérialistes occidentales. Cependant, grâce à la résistance héroïque des masses populaires palestiniennes et de leurs avant-gardes combattantes, et surtout grâce à la mobilisation massive de solidarité à travers le monde, la Palestine résiste et réoccupe, plus que jamais, sa place au premier rang de la scène internationale. .

Cela étant, camarades, amis, il est peut-être utile de rappeler que la solidarité internationale active est une arme indispensable dans la lutte contre la colonisation en cours de la Palestine et la guerre génocidaire qui y est intimement inhérente. C'est toujours sur la base de cette solidarité active que nous pouvons participer aux changements des rapports de force ici, dans le ventre de la bête impérialiste, et ailleurs dans le processus de construction du « Bloc historique », cadre global et potentiel sujet du mouvement de libération nationale palestinien.

Camarades, amis, Bien sûr, il est urgent de faire tout ce qui est possible pour contrecarrer et arrêter la barbarie sioniste actuelle à Gaza, en Cisjordanie et au Liban. Le fait est que malgré cette agression génocidaire à grande échelle contre Gaza ces derniers jours, où des dizaines et des dizaines de milliers de martyrs et de blessés se sont ajoutés à la terrible destruction généralisée de tout l'espace vital de Gaza, la résistance reste inébranlable, protégée et soutenu par les masses populaires palestiniennes.

Gaza ne hissera jamais le drapeau blanc de la capitulation. Ni les sionistes ni aucune autre force criminelle ne pourront jamais briser la volonté de la résistance à Gaza. Honte à tous ceux qui, face à la barbarie génocidaire sioniste, nous demandent de détourner le regard ! Que mille initiatives fleurissent en soutien à la Palestine et à sa glorieuse résistance !

Le capitalisme n'est rien d'autre que la barbarie, honneur à tous ceux qui s'y opposent dans la diversité de ses expressions !

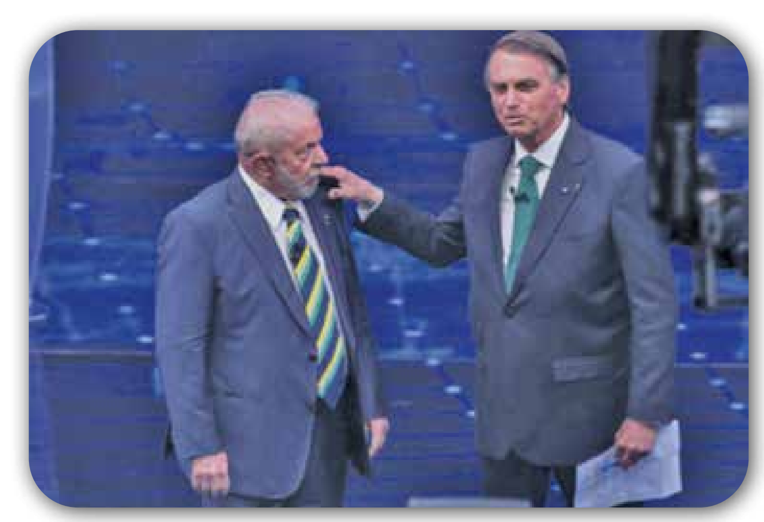
Ensemble et seulement ensemble, nous gagnerons !

La Palestine vivra et la Palestine gagnera sûrement !

À vous tous, camarades, amis, mes chaleureuses salutations révolutionnaires. Votre camarade Georges Abdallah!

26 octobre 2024

Une faille nommée Lula



La bolsonarisation de Luiz Inácio Lula da Silva par Jair Bolsonaro

Par Fernando Buen Abad

Lula devrait présenter des excuses publiques aux BRICS pour avoir retardé l'entrée du Venezuela dans un bloc économique, politique et culturel qui en a besoin « comme de l'air ».

Que signifie cet imbroglio ? Ce que l'on voit à travers la fissure politique causée par le Brésil, et son veto absurde contre le Venezuela au sein des BRICS, c'est le recul politique brutal d'une figure qui, non sans réserves et hésitations, a longtemps été appréciée comme une force immense pour l'unité latino-américaine et caribéenne. Mais quelque chose s'est fissuré et nous a laissé une brèche que la droite célèbre. S'agit-il de la «*bolsonarisation*» de Lula ?

Nous ne serons pas étonnés par les trahisons ni les défections, car nous en avons déjà connu beaucoup et nous avons bu leurs poisons parfumés de nectars médiatiques jusqu'à la nausée. En fin de compte, ce sont des ingrédients indispensables dans le cocktail des trahisons historiques qui ont coûté du sang, de l'exploitation et des larmes à de nombreux peuples frères. Par où commencer l'inventaire des trahisons ? L'épisode de Lula en est-il un ? Était-il nécessaire d'attendre l'arrivée du gouvernement vénézuélien au sommet des BRICS pour lui notifier là-bas la brutalité géopolitique de son veto à l'intégration ? Qui sont les complices de cette manigance de bas étage ? Qui gagne et qui perd ? Ici, le débat ne porte pas sur le socialisme.

Les BRICS constituent un bloc d'États qui, en chiffres ronds, implique relativement 42% de la population mondiale, on estime que cela équivaut à 30% du territoire et à 23% du PIB mondial. Environ 18% du commerce international. Il dispose d'une Banque de Développement naissante, qui serait censée accomplir des tâches en contrepoids du Fonds Monétaire International. Dans ce scénario, le retard de l'entrée du Venezuela dans les BRICS n'est en aucun cas une défaite, c'est simplement un retard qui nuit davantage au bloc, car la hiérarchie politique, économique et morale du peuple de Bolivar constitue une force nécessaire pour la multipolarité naissante. Qu'est-ce qui n'a pas été compris sur l'importance historique, politique, stratégique et géopolitique du Venezuela ?

Ce veto «*bolsonarisé*» de Lula a déjà eu des répercussions dans tous les sens. Même s'il s'agissait d'un caprice sénile, causé par la frustration du «*vieux de la tribu*» qui, de manière interventionniste, a exigé «*les actes*» à un gouvernement souverain et a reçu en réponse un arrêt de la Cour Suprême de Justice, même si le caprice montait en vengeance pour le ridicule politique évident et pour exhiber un pouvoir de vengeance… ce serait une canaillerie déplacée, hors du temps, hors de l'histoire. Ce serait un ridicule et une grande honte généralisée. Surtout parce que cela ouvre une «*faille Lula*» qu'il sera lui-même incapable de réparer. Bien sûr, nous ne parlons pas de socialisme.

Il n'y a pas de données procédurales qui mettent en évidence des raisons pour un tel veto. Les raisons et les propositions n'ont pas manqué. L'hôte même du Sommet, Vladimir Poutine, s'est chargé de féliciter Nicolas Maduro pour sa victoire électorale et a tenu des réunions officielles qui, par le simple fait d'être programmées, constituent des reconnaissances mutuelles et une volonté de travail conjoint. Quelle partie la diplomatie brésilienne n'a-t-elle pas comprise ? Quelle partie de la réalité globale et de la problématique du Sud manque-t-il aux BRICS pour qu'ils opposent leur veto au veto du Brésil ?

Dans un communiqué au ton très mesuré, le Ministère vénézuélien des Affaires étrangères a affirmé qu'avec ce veto, ils « *reproduisent la haine, l'exclusion et l'intolérance promues par les centres de pouvoir occidentaux pour empêcher, pour l'instant, l'entrée de la patrie de Bolivar dans cette organisation* ». C'est « *une action qui constitue une agression contre le Venezuela et un geste hostile qui s'ajoute à la politique criminelle de sanctions imposées contre un peuple courageux et révolutionnaire. Aucune manigance ou manœuvre conçue contre le Venezuela n'arrêtera le cours de l'histoire* ». Il aurait pu être beaucoup plus agressif et mettre la sonnette au chat des opérations de droite dans tout le Sud de la planète. Il aurait pu souligner les plans impériaux yankees visant le pillage de la main-d'œuvre et des ressources naturelles dont ils ont besoin pour leurs négociations criminelles et pour asphyxier la planète entière. Exactement le contraire de ce que prônent les BRICS dans leurs fondements et leurs plans. La modération est venue des agressés et c'est un mérite que Lula n'a pas su avoir.

Et maintenant, il nous reste sur la table un monde complexe et un avenir immédiat chargé d'irrationalité belliqueuse et de destruction des écosystèmes. Il nous reste l'épuisement accéléré de l'eau, du pétrole, de l'oxygène. Il nous reste la multiplication de la faim, du chômage et de la dépossession démentielle des terres et des cultures. Il nous reste la haine impériale yankee se vautrant dans son brouhaha électoral avec un verbiage grossier et une misère intellectuelle effrénée. Il nous reste l'incertitude politique causée par les droites et les gauches. Il nous reste sur la table « *la mère de toutes les batailles* » qui est la lutte des classes avec une classe ouvrière pressée de trouver une direction politique au milieu du cloaque idéologique bourgeois. Et l'unité des forces du sud ?

Il nous reste, sur la table de l'histoire, toutes les injustices historiques contre les peuples autochtones de toute la planète. Il nous reste les blessures de milliers de luttes qui ont cherché des moyens et des façons de se renforcer et de triompher, une fois pour toutes. Il nous reste aussi les mille trahisons des milliers de canailles qui ont profité des forces de la base pour s'élever et ensuite se comporter comme des rats (excusez les rats) fuyant avec ce qu'ils ont volé vers leurs terriers de bureaucrates et de fonctionnaires. C'est là que nous te trouverons, Lula ? C'est ce que te demandent, en ce moment même, beaucoup de ceux qui t'ont cru et t'ont défendu, même dans les pires moments de ton emprisonnement. C'est ce qui est souscrit ici.

S'il existait une quelconque possibilité de réparation, même contre tous les pronostics, Lula devrait retourner aux bases et les consulter sur le respect inconditionnel de la volonté démocratique de nos peuples qui ont lutté pendant des siècles pour s'assurer liberté et souveraineté. Jamais l'ingérence arrogante, quels que soient les arguments gérontologiques que l'on prétende posséder. Lula devrait présenter des excuses publiques aux BRICS pour avoir retardé l'entrée du Venezuela dans un bloc économique, politique et culturel qui en a besoin *« comme de l'air »*. Lula devrait parler aux peuples du Sud et montrer une forme de honte et de repentir, demander pardon au peuple de Bolivar et travailler immédiatement pour retirer son veto *«bolsonarisé»,* parce que cela ne se fait pas aux frères.

Et ensuite, continuons à débattre.

Fernando Buen Abad est un intellectuel mexicain, philosophe, écrivain et enseignant. Docteur en philosophie et titulaire d'une maîtrise en philosophie politique, Buen Abad a également étudié la réalisation cinématographique à la New York University. Actuellement recteur fondateur de l'Université de la Philosophie et professeur à l'Université nationale de Lanús en Argentine, il partage son savoir et ses idées à travers l'enseignement, l'écriture et la recherche. Auteur prolifique, il a publié plusieurs ouvrages dont Filosofía de la Comunicación et Filosofía de la imagen. Il est reconnu pour son engagement politique et social.

TeleSur
Traduction Bernard Tornare
2 Novembre 2024

Celso Amorim, conseiller de Lula ou envoyé des États-Unis ?



Celso Amorim, conseiller international du président brésilien, Luis Ignacio Lula Da Silva

Le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Jorge Rodriguez, à émis un communiqué mercredi dans lequel il affirme que Celso Amorim, le conseiller international du président brésilien, Luis Ignacio Lula Da Silva, « agit plus comme un envoyé des États-Unis. » Amorim a dit ce mardi à la chambre des députés de son pays qu'il ne donnait pas son aval aux résultats des élections du 28 juillet « parce qu'ils manquent de transparence. »

Rodriguez, qui est aussi chef plénipotentiaire de la délégation du Gouvernement bolivarien au dialogue, a révélé qu'après les contacts téléphoniques et personnels avec Celso Amorim avant les élections du 28 juillet, on a constaté qu'il faisait constamment allusion aux positions de Jake Sullivan, le conseiller national à la sécurité des États-Unis d'Amérique. *« Dans toutes les conversations, curieusement, nous avons remarqué une phrase qu'il répétait comme une litanie, comme un refrain : « Jake (en faisant allusion à Jake Sullivan, conseillé nationale à la sécurité des États-Unis d'Amérique) pense ceci, Jake demande cela, Jake vous demande de dire ce qui est là, avant de venir parler avec vous je suis allé parler avec Jake. »*

Ainsi, Rodriguez se demande si l'approche d'Amorim, *« il l'avait en tant qu'envoyé du président Lula ou en tant qu'agent spécial du conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche. Les faits indiquent que nos suspicions n'étaient pas tellement hors de propos: Amorim est venu au nom de Sullivan pour chercher à causer des dommages au développement normal des élections présidentielles au Venezuela,* » a déclaré Rodriguez.

Le communiqué indique qu'il demandera à l'Assemblée nationale de déclarer Amorim persona non grata.

Alba Ciudad 30 Octobre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'Audience précitée ; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur Hérold Garçon, d'avec son épouse née RODELINE JEAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi treize Juin deux mille vingt- quatre, en présence de Me DOMINIQUE NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame JOSEPH WILLEM BOCAGE née FIGENA JEAN GILLES, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi vingt-deux Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Après l'examen du Ministère public entendu maintient défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Pierre Frantz d'avec son épouse Rose Ernice Julien pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage-intérêts avec le tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel Jean de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Guy Augustin juge en audience civile, ordinaire et publique du mardi dix-huit février deux mille vingt, en présence de Me Paul Wesley S/ commissaire du gouvernement de ce ressort et avec assistance du sieur Junior Sauvens Thelemaque

Il est ordonné...

En foi de quoi....

Guy Augustin, avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Nazaire JEAN à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action. Admet en conséquence, le divorce de Ghislaine MEREUS, d'avec son époux Nazaire JEAN, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous : Osmond CASTOR, Doyen en audience Civile, ordinaire et publique en date du vingt Mai deux mille vingt-deux, en présence de Holitha JACQUET, Substitut Commissaire avec l'assistance du Greffier Me. Jean Claude NOVEMBRE.

Il est ordonné...etc....

En foi de quoi...etc...

Robert RENOUS

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Denise COVIL d'avec son époux Raguel Antoine TRAJEAN pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Johnny JEAN de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Marthel JEAN CLAUDE, Juge en audience civile ordinaire en date du vingt trois Août deux mille vingt-trois, en présence de Me Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Junior SAUVENS THELEMAQUE, Greffer du siège

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc.....

Me Ingrid Karline WOOLLEY

Officier de l'état Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen de la requête de la demanderesse, qui à comparu en personne en la chambre du conseil de ce Tribunal le 06 septembre 2024 ; du mandat par elle donne à son avocat pour la représenter à l'audience qu'il est compétent pour connaître de l'action en vertu de l'article des articles 2 et 7 de la loi du 4 juillet 1974 et qu'il y a lieu de faire droit à la demande continue dans la requête de divorce. Dit que les liens matrimoniaux existant entre la demanderesse et le défendeur par leur mariage célébré à Pétion-Ville, Haïti le 06 Avril sont dissous ; que la dite dame BARBARA LICONDE est et demeure divorcée d'avec le dit sieur JAMES CHRISTOPHE JUSTE pour cause incompatibilités de caractères

Ainsi jugé et prononcé par nous, BERNARD SAINT-VIL, Doyen en audience civile et publique de ce jour vingt quatre Septembre deux mille vingt quatre, en présence de Me Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Me Jean Atassy CADET, Greffier du siège

Sri Lanka, marxiste ou pas marxiste ?



Le président Anura Kumara Dissanayake

Par Jean-Pierre PAGE*

4ème partie

« Il faut que tout change pour que rien ne change ! »
Giuseppe Tomasi de Lampedusa ;

The Economic Transformation Act
En fait, un évènement révélateur aura précédé les élections, il est politiquement déterminant pour comprendre la suite des évènements : the Economic Transformation Act (ETA), défendue par Ranil et son gouvernement avant les élections, il a été approuvé par le Parlement sans vote et donc par consensus unanime le 25 juillet 2024.Cette loi nouvelle doit être considéré avec deux autres lois également adoptés avant les élections le Public Financial Management Act et le Public Debt Management Act. C'est-à dire trois lois permettant d'engager des réformes institutionnelle, fiscale, monétaire. Ces lois immédiatement publiées au journal officiel sont sans précédent, elles vont constituer une jurisprudence. C'est ce que voulait le FMI/Banque Mondiale. Leur rédaction va passer officiellement dans la loi sri lankaise et par ses différents articles l'ensemble des conditionnalités et réformes imposées par le FMI/Banque Mondiale. Tous les membres du Parlement ont approuvé, y compris les 3 députés du JVP dont Anura Kumara Dissanayake. Anticipant les réactions et résistances populaires qui a termes ne manqueront pas, le Parlement sri lankais a dans une ultime trahison de la souveraineté nationale et des intérêts des gens fait le choix de garantir et protéger les exigences du FMI/Banque Mondiale en plaçant le pays sous sa tutelle et donc celle des Etats-Unis.

Il s'agissait d'obtenir du FMI un prêt de 2,9 milliards de dollars d'une durée de 48 mois. Comme toujours, les conditions imposées unilatéralement sont brutales et draconiennes, le pays n'a ainsi plus droit de battre monnaie, la gestion de la dette qui devrait relever de la mission de la Banque Centrale le sera dorénavant confié à une « institution indépendante ». C'est la soumission pieds et poings liés. Cette capitulation ne pourra qu'aggraver la situation des plus pauvres qui représentent déjà officiellement près de 25% de la population. Tendance qui ne cesse de s'aggraver avec la hausse spectaculaire et continue des produits de première nécessité, des tarifs de l'énergie, des transports, des produits de santé, du matériel scolaire pour les enfants.

Pour atteindre les objectifs du FMI et réduire la dette extérieure estimé à 37 milliards de dollars, rien ne garantit que le pays puisse se libérer des contraintes qu'on lui impose et comme c'est souvent le cas le service de la dette risque de nouveau grimper, entraînant de nouvelles mesures contraignantes. Santé et éducation sont déjà particulièrement visées.

Le plan du FMI/Banque mondiale.
Les objectifs du FMI/Banque Mondiale à atteindre sont les suivants. Ils sont approuvés par Anura Kumara Dissanayake et le JVP/NPP avant toutes nouvelles discussions et réunions avec le FMI qui doit intervenir immédiatement après l'installation du président dans ses fonctions. On suit donc fidèlement le programme mis au point par l'ambassadrice des Etats-Unis. Le FMI exige, il faut donc :

• Augmenter la fiscalité indirecte, qui est régressive puisque les pauvres paient de manière disproportionnée plus que les riches, à travers notamment le rôle de la TVA (VAT) ;

• Augmenter les taux d'intérêt bancaires, rendant l'emprunt plus coûteux, ce qui va pénaliser les micros et petites entreprises nombreuses dans le pays ;

• Restructurer la dette intérieure, dont les fonds de retraite du secteur public étaient les principaux investisseurs, ce qui a entraîné une réduction drastique de la valeur finale des prestations et donc des pensions. Au Sri Lanka on n'a pas de système de retraite dans le privé, on perçoit en fin de carrière un fond de providence que l'on place et l'on vit sur les intérêts bancaires qu'il peut produire ;

• Réduire les effectifs du secteur public pour diminuer la masse salariale de l'État, ce qui érode encore plus les services publics et crée des opportunités de marché pour les prestataires du secteur privé ;

• Supprimer les subventions sur les biens publics tels que le carburant pour le transport, et l'électricité en laissant libre cours aux prix du marché ;

• Démanteler le système de sécurité sociale au profit de « filets de sécurité sociale » qui « ciblent » des groupes spécifiques en fonction de leurs revenus et de leur patrimoine ;

• Précariser le marché du travail par une déréglementation du code du travail.

• Consolider les terres agricoles en grandes exploitations pour les cultures commerciales (d'exportation), favoriser l'agro business en délivrant des titres fonciers aux petits exploitants qui pratiquent actuellement la culture vivrière ;

• Geler les projets de dépenses en capital du gouvernement, avec des implications pour l'infrastructure publique, la fourniture de services publics, l'industrie de la construction et l'emploi ;

• Il s'agit également de poursuivre les privatisations d'entreprises non stratégiques, c'est le cas dans l'immédiat d'Hotels, d'Hôpitaux, de certaines assurances, de Sri Lankan Telecom, et probablement de Sri Lankan Airlines ;

• De poursuivre l'encouragement aux investisseurs étrangers et de favoriser le tout à l'exportation. Dans ce sens on favorisera la création de zones de non droits et de sur exploitation des travailleurs à travers de nouvelles zones franches, notamment par la création de 3000 petites zones franches paysannes contribuant ainsi à l'agro industrie.

Sans aucune surprise, le nouveau président Anura reçoit donc une délégation du FMI de haut niveau conduite par Peter Breuer chargé du dossier Sri Lankais afin de confirmer sa fidélité à l'approbation par le parlement de la loi Economic Transformation Act. Anura tout en sachant qu'il n'y a rien à négocier cherche à obtenir de petits aménagements à la marge. Il faut quand même maintenir les apparences !

Son objectif est électoraliste en vue des prochaines élections générales car celles-ci seront sans doute plus difficile à gagner. Pour cela il propose de desserrer l'étau des prix des produits de première nécessité comme le riz ou en supprimant la TVA sur d'autres denrées . Il n' y aura pour l'heure aucune réponse positive quant au fond de l'accord conclu. Pour le FMI qui va se féliciter de ce premier entretien avec le président, il n' y a rien à réviser d'autant « *que la reprise délicate du Sri Lanka est à un moment critique et la mise en œuvre de tous les engagements est donc essentielle* ».

Toutefois on va confirmer la restructuration d'une partie de la dette. En fait, elle avait déjà été négociée et acceptée le 19 septembre par Ranil Wickremesinghe avec les institutions financières occidentales détenteurs d'obligations d'état. Ce sera la compagnie US CitiGroup Global Markets qui coordonnera la réalisation financière du deal au nom de ses partenaires mais sous conditions : le respect des engagements pris auprès du FMI et l'interdiction d'émettre la roupie. Pour que les choses soient encore plus claires vis-à-vis de ses interlocuteurs Anura décidément très conciliateur va accepter de maintenir le gouverneur de la Banque centrale Nandalal Weerasinghe à son poste, il avait été nommé par Ranil Wickremesinghe. C'est un ancien directeur du FMI, un banquier. Dorénavant et selon la réforme de la banque centrale approuvé avant les élections il n'aura plus de compte à rendre au Parlement. C'est aussi le cas pour le Secrétaire du Trésor Mahinda Siriwardana qui est lui-même un ancien dirigeant du FMI. Anura fait bien les choses, le FMI a tout lieu d'être satisfait.

Le prix social à payer sera donc très lourd et le « donnons-leur une chance » qui est la réaction de beaucoup de gens ne pourra déboucher que sur d'amères désillusions. Les promesses de reconstruire l'économie et d'améliorer les conditions de vie à partir du programme du FMI/Banque Mondiale est donc un abus de langage du JVP/NPP pour ne pas dire une falsification en forme d'escroquerie politique, une manipulation.

A peine installé et pour compléter le tableau, c'est dans ce contexte qu'Anura a multiplié les rencontres. De manière très significative il a reçu la Fondation Bill Gates dans le but de poursuivre le grand projet de digitalisation de l'agriculture souhaité par son prédécesseur dont l'application ailleurs a contribué à favoriser l'agro business. Au Sri Lanka, le philanthrope Bill Gates n'entend pas s'en tenir que là. Il veut contribuer au développement des ressources humaines dans les entreprises publiques et privées, à la lutte contre le réchauffement climatique, et même au panier repas quotidien des écoliers. Sur la digitalisation Bill Gates apportera son savoir-faire, ses conseils et bien sûr son aide financière. Mais, juré, promis sans corrompre qui que ce soit.

Dans ces conditions et devant autant d'engagements, on ne s'étonnera pas de voir le président libéral sortant Ranil Wickremesinghe déclarer sa confiance et apporté son soutien à celui qu'il appelle déjà : « Mon président ».

A suivre !

Jean-Pierre PAGE*

* Ancien responsable du secteur international de la CGT.

LGS 9 Octobre 2024


Une femme achète des produits d'épicerie sur un marché de Colombo. Selon les analystes, le président nouvellement élu, Anura Kumara Dissanayake, a peu de marge de manœuvre pour renégocier le plan de sauvetage du Fonds monétaire international (FMI) qui a permis à son pays en faillite de survivre, mais a imposé des mesures d'austérité punitives et impopulaires - Idrees MOHAMMED / AFP

Suite de la page (5)



Le Viv Ansanm fait face à une alliance de politiciens et de militaires concoctée par Washington. À l'extrême gauche, le Kenyan Godfrey Otunge, le chef du MSS, au centre, le Premier ministre Garry Conille, et à l'extrême droite, le chef de la PNH Rameau Normil. Photo : Arnold Junior Pierre/Haïtian Times

ascension et de leur succès à la maîtrise de l'art de semer la dissension parmi leurs ennemis. Depuis la conquête européenne de l'Amérique du Nord, où tribus et nations indigènes se sont dressées les unes contre les autres ou attirées dans des alliances éphémères, jusqu'à la subversion des mouvements anti-guerre, anti-impérialistes, des droits civiques et progressistes aux États-Unis dans les années 1960 et 1970 par le biais de programmes secrets comme COINTELPRO, Washington a démontré son expertise pour mettre ses ennemis à la gorge les uns des autres.

Ce calcul remonte aux « *pères fondateurs* » de l'Amérique du Nord. Nombre d'entre eux – des bourgeois propriétaires de terres, d'esclaves, de navires – craignaient que la démocratie qu'ils étaient en train de façonner ne soit finalement utilisée pour les dépouiller de leurs biens et de leurs richesses par les masses électorales unies.

Mais James Madison, parfois appelé le « *Père de la Constitution* », a rassuré la classe dirigeante en lui disant de ne pas s'inquiéter, dans ses essais « *Federalist Papers* » (avec Alexander Hamilton et John Jay) pour convaincre les New-Yorkais de ratifier la Constitution américaine en 1787.

La démocratie politique ne deviendrait jamais une démocratie économique parce qu'il était facile de diviser les masses de mille façons, expliquait-il.

L'Union de tous les États aiderait à contrecarrer et à dresser « *de plus grands obstacles* » aux « *désirs secrets d'une majorité injuste et intéressée* » parce qu'il y aurait une croissance des « factions » (c'est-à-dire des divisions), et donc *« l'Union donne… l'avantage le plus palpable »* à la bourgeoisie avec ses « *vues éclairées et ses sentiments vertueux »* sur *« les préjugés locaux et les projets d'injustice »*, écrivait Madison dans le numéro 10 du Federalist.

« L'influence des chefs factieux peut allumer une flamme dans leurs États particuliers, mais sera incapable de propager une conflagration générale dans les autres États », affirmait-il. *« La diversité des sectes dispersées sur toute la surface [de l'Union] doit protéger les conseils nationaux contre tout danger provenant de cette source. La rage pour la monnaie papier, pour l'abolition des dettes, pour une division égale de la propriété, ou pour tout autre projet impropre ou pervers, sera moins susceptible de se répandre dans tout le corps de l'Union. »*

De la même manière, Washington et la bourgeoisie haïtienne utilisent tous les instruments à leur disposition pour diviser les masses, inhiber leur conscience de classe et saboter le projet nationaliste du soulèvement actuel de la sous-classe d'Haïti, dont la coalition Viv Ansanm est l'expression.

Le message principal de Cherizier ces jours-ci est la nécessité d'un dialogue national, pour que les groupes armés des quartiers pauvres d'Haïti aient une place à la table des forces qui décident de l'avenir d'Haïti. Washington et ses coalitions de politiciens et de forces de police subordonnés ont refusé de répondre à cet appel.

« Soit nous avons un dialogue politique et une réconciliation, soit nous nous dirigeons vers une guerre civile », a averti Cherizier à plusieurs reprises.

En réponse, Washington et la bourgeoisie haïtienne, qui possède la plupart des médias et des experts de YouTube en Haïti, ont lancé une campagne à multiples facettes pour semer la méfiance et la division parmi les masses (tout comme les Français ont recruté les marrons) et dépeindre les Viv Ansanm comme des tueurs meurtriers.

Pendant ce temps, la PNH a essayé de minimiser ses propres pertes. Plus tôt ce mois-ci, la police a annoncé avoir « *mortellement blessé* » 20 *« bandits »* dans la région de Torcel, sans fournir aucune preuve : pas de photos, pas de vidéos, pas de noms, pas d'armes saisies, pas de corps. Mais quelques heures après cette « *opération réussie »*, la filiale de Viv Ansanm dans la région a publié une vidéo de ses soldats en train de brûler un véhicule blindé de la PNH.

Des sources à Torcel affirment que la PNH a subi de lourdes pertes ce jour-là, et que deux policiers kenyans ont été tués dans les combats, tandis que le corps de l'un des Kenyans a été mutilé. *Haïti Liberté* n'a pas été en mesure de confirmer cette information.

En bref, les États-Unis, la France et le Canada ont perdu le contrôle d'Haïti, leur néocolonie de longue date, tout comme la France avait perdu le contrôle de Saint-Domingue, sa plus riche colonie.

En outre, pour diverses raisons, plusieurs facteurs jouent en faveur de ceux qui cherchent un changement radical en Haïti. Tout d'abord, la nation n'a aujourd'hui plus de représentants élus et, deuxièmement, les masses haïtiennes en ont assez des interventions étrangères (trois au cours des trois dernières décennies). Troisièmement, l'empire américain est sur-extensif en Ukraine, à Gaza, et maintenant au Liban, au Yémen et en Iran, tout comme Napoléon menait des guerres sur de nombreux fronts.

Surtout, les masses haïtiennes que les impérialistes d'aujourd'hui tentent de soumettre sont armées et engagées dans la guerre depuis cinq ans, tout comme les anciens esclaves que Dessalines cherchait à rassembler à son époque.

Washington dirige la guerre contre-insurrectionnelle contre les forces de résistance de Viv Ansanm et ses alliés, Mess with One, You Mess with All (le nom officiel), mais il est obligé d'utiliser la police kenyane comme mandataire. Il n'y a que 400 Kenyans en Haïti jusqu'à présent (avec une poignée symbolique de policiers d'autres nations), et ils n'ont pas beaucoup combattu. Mais le président kenyan William Ruto promet que 600 autres arriveront bientôt. Cela laissera toujours au MSS moins de la moitié des 2 500 policiers que Washington voulait qu'il ait.

Pendant ce temps, les policiers de la PNH sont ceux qui combattent Viv Ansanm, la plupart sans enthousiasme, en partie parce qu'ils sont payés 10 fois moins que les Kenyans, ce qui est une source de profond ressentiment.

L'élan et la motivation semblent définitivement être du côté de la résistance.

« La fin justifie les moyens » est un dicton souvent attribué à Niccolò Machiavelli, l'auteur du Prince, un manuel européen du XVIe siècle sur la façon de conquérir et de conserver le pouvoir politique et militaire.

Les jours à venir verront certainement beaucoup plus d'horreurs et de grandes difficultés pour le peuple haïtien, mais on se souvient des mots de Machiavel alors que la possibilité d'un changement systémique majeur semble plus proche et plus prometteuse qu'à n'importe quel moment de l'histoire récente d'Haïti, alors que l'empire américain décline et que la conscience, la détermination et la discussion à la base des Haïtiens se développent.

Alors que l'empire américain et la bourgeoisie haïtienne cherchent à semer et à promouvoir la division parmi les masses, il reste à voir si le peuple haïtien peut être à la hauteur de la devise de son drapeau : « *L'union fait la force* ».

Suite de la page (8)

assurer une transition paisible et structurée ». Car, entre-temps, ce scandale a malheureusement dépassé les frontières haïtiennes et les instances extérieures à l'origine de la création du Conseil Président de Transition (CPT), particulièrement les Etats-Unis d'Amérique via la CARICOM, se sont saisies du dossier. Invité à la 47e réunion ordinaire des chefs et de Gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui s'est tenue du 27 au 31 juillet 2024 à Saint-Georges, la capitale de la Grenade, une petite île des Caraïbes, le Président du CPT, Edgard Leblanc Fils, était de retour à Port-au-Prince le mercredi 31 juillet.

Lors de sa conférence de presse au salon diplomatique de l'aéroport Toussaint Louverture, Leblanc Fils n'a pas fait allusion au scandale de la corruption et n'a pas donné les vraies raisons pour lesquelles les autorités de la CARICOM avaient décidé d'envoyer en Haïti le Groupe des Éminentes Personnalités (GEP). Certes, ces personnalités devaient revenir dans le cadre des difficultés que confrontent le CPT pour faire avancer les dossiers clés de la Transition mais également et surtout pour se pencher sur le cas des Conseillers : Smith Augustin, Louis Gérald Gilles et Emmanuel Vertilaire qui, avec cette grave accusation qu'ils trainent sur leur dos, empêchent le bon fonctionnement de l'Exécutif.

Edgard Leblanc Fils s'était contenté de dire *« (…) Nous avons participé durant plus de trois jours, du 27 au 31 juillet, aux réunions plénières et aux caucus entre les chefs de gouvernement et les chefs d'État. Nous avons profité de notre participation pour raffermir la relation entre Haïti et la CARICOM. Nous travaillons à ce que le pays ait une meilleure intégration dans la Communauté caribéenne. La réunion a été l'occasion pour Haïti de renforcer ses liens diplomatiques et de s'engager davantage dans les initiatives régionales. Lors de cette réunion, Haïti a adhéré à la Commission des Réparations de la CARICOM, une démarche qui alimente le travail important du Forum permanent des personnes d'ascendance africaine à l'ONU. Les Éminentes personnalités seront là du 10 au 16 août prochain pour superviser l'état d'avancement dans la mise en place des organes de la transition.*

Certains des organismes sont déjà mis en branle avec le décret sur le Comité de pilotage de la Conférence nationale et les efforts pour mettre en place le Conseil Électoral Provisoire (CEP) (…) » Après l'annonce de la venue à Port-au-Prince des Éminentes Personnalités de la CARICOM, par Edgard Leblanc Fils, pour le 10 août 2024, un vent de panique avait soufflé sur le Conseil en général. Se sentant eux aussi menacés par la fronde qui risque d'emporter tout les membres du CPT, les deux membres observateurs du CPT, Régine Abraham et Frinel Joseph, dont on entend peu parler, s'étaient réveillés pour faire justement entendre leur voix dans une lettre adressée au Coordinateur du CPT, Edgard Leblanc Fils en date du 12 août dans laquelle ils expriment leur préoccupation tout en faisant des propositions pouvant permettre au Conseil de retrouver sa sérénité et aux autres membres leur dignité et crédibilité devant l'opinion publique. **(A suivre)**

C.C

Mexique : Le gouvernement de Sheinbaum nationalise l'énergie et la déclare ressource stratégique pour le pays



La nationalisation du Petróleos Mexicanos (Pemex)

Par Gabriel Vera

Le président officialise une réforme qui remet les principales sociétés énergétiques et pétrolières sous le contrôle de l'État

À partir du 1er novembre, les deux principales sociétés énergétiques du Mexique, Petróleos Mexicanos (Pemex) et la Commission fédérale de l'électricité (CFE), retrouveront leur statut d'entreprises publiques d'État. La mesure a été annoncée après que la présidente Claudia Sheinbaum Pardo a officialisé mercredi (30) les changements constitutionnels que l'ancien président Andrés Manuel López Obrador avait présentés en février dernier et qui ont été récemment approuvés au Congrès.

Avec ces mesures, l'actuel gouvernement de Quatrième Transformation annule une partie de la réforme énergétique promue par l'ancien président néolibéral Enrique Peña Nieto il y a près de 11 ans et qui impliquait la privatisation des deux principales entreprises du secteur.

La présidente a expliqué, lors de sa conférence de presse quotidienne habituelle (connue sous le nom de La Mañanera del Pueblo), qu'il s'agit « d'une réforme très importante, qui rend au peuple les entreprises qui ont toujours appartenu au peuple mexicain et qui en 2013 ont été privatisées ». .» Parce qu'en transformant Pemex et CFE en entreprises d'État productives, elles ont en réalité cessé d'être publiques et sont devenues privées.»

De même, il a indiqué que la mesure vise à « garantir la continuité, la sécurité et l'accessibilité de tous les Mexicains à une ressource stratégique ». Avec les changements apportés à la législation mexicaine, à compter du 1er novembre, le gouvernement fédéral conservera « la propriété et le contrôle des agences et entreprises publiques de l'État ».

L'exploration des ressources énergétiques se fera uniquement à travers des concessions approuvées par l'Exécutif fédéral. En cas de « non-respect de la réglementation relative à l'exploration des minéraux et substances, les concessions seront annulées ».

Pemex et CFE auront également la priorité sur toute autre entreprise privée avec laquelle elles sont en concurrence. Il a également été établi que l'État mexicain aura l'exclusivité sur le lithium et le service Internet qu'il fournit.

L'objectif de la mesure est de « préserver la sécurité et l'autosuffisance énergétiques du Mexique » et, en même temps, de fournir de l'électricité au prix le plus bas possible aux Mexicains, en évitant de tirer profit de l'exploitation de cet actif.

Lors des annonces, Sheinbaum a déclaré que le gouvernement appliquerait sa politique « d'austérité républicaine » dans ces entreprises. Une politique appliquée dans différents domaines du gouvernement et de l'État, de réduction des « dépenses inutiles » ou des « luxes » pour les cadres ou les cadres supérieurs, afin de réduire les coûts sans affecter les droits du travail.

La secrétaire à l'Énergie du Mexique, Luz Elena González, a salué la mesure et a déclaré que la réforme constitutionnelle dans les domaines et entreprises stratégiques de l'État mexicain « les remplit de fierté ».

«C'est quelque chose qu'on n'aurait jamais dû manquer. La soi-disant réforme énergétique a provoqué le démembrement de toutes les entreprises publiques de l'État mexicain. Elles sont devenues des entreprises privées et se faisaient concurrence avec les ressources publiques. Ils sont devenus un bien commun, cessant d'être stratégiques.

Expliquant que « avec la réforme précédente, par exemple, la CFE ne pouvait pas amener l'électricité dans les villes reculées où elle n'était pas rentable, ici nous récupérons l'essence qu'elle est pour la nation et, d'autre part, cela nous permet de récupérer la capacité de planification dont disposait l'État mexicain et n'aurait jamais dû être perdue.

Édition : Rodrigo Durão Coelho
Brasil de Fato 31 octobre 2024

Israël exige la démission de Francesca Albanese qui l'accuse de génocide



Francesca Albanese

Par Majdi Ismail

L'ambassadeur israélien à l'ONU, Danny Danon, a qualifié l'experte onusienne d'être «l'une des personnalités les plus antisémites de l'Histoire moderne»

Israël a réclamé, mercredi, la démission de Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, au lendemain d'un nouveau rapport de cette experte indépendante de l'ONU dans lequel elle souligne qu'«Israël mène une campagne de génocide contre les Palestiniens».

«*Une nouvelle fois, l'ONU a déroulé le tapis rouge pour l'une des personnalités les plus antisémites de l'Histoire moderne*», a réagi sur X, l'ambassadeur israélien à l'Onu, Danny Danon, réclamant la démission de la juriste italienne.

«*Selon sa représentation du monde remplie de haine, l'État d'Israël n'a aucune raison historique d'exister, aucun droit de défendre sa population, et l'attaque du 7 octobre et le sauvetage des otages ne sont qu'une excuse utilisée par Israël*» a écrit le diplomate israélien, cité par Le Monde.

«*Cette réalité déformée est un écran de fumée pour cacher sa haine envers Israël*», a souligné la mission israélienne, accusant la juriste italienne de n'être qu'une «*activiste politique qui abuse de son mandat*».

Mandatée par le Conseil des droits de l'homme, Francesca Albanese, soutient que «*le génocide de la population palestinienne apparaît comme le moyen de parvenir à une fin : l'expulsion complète ou l'éradication des Palestiniens de la terre à laquelle est rattachée une part si essentielle de leur identité et qui est illégalement et ouvertement convoitée par Israël*».

«*Je ne veux plus entretenir ces discussions concernant les attaques contre moi, parce que (…) je ne suis pas l'histoire. L'histoire est le fait que les Palestiniens risquent d'être effacés de leur terre*», a déclaré la juriste italienne en conférence de presse.

«*Ce qui est frappant dans le cas d'Israël, c'est la cohorte d'État qui font écho à ce qu'Israël dit*», a-t-elle ajouté, évoquant une «*armée de laquais*» seulement destinés à «distraire l'attention», rapporte Le Monde. Francesca Albanese, qui occupe son poste depuis 2022, fait depuis le début de la guerre dans la bande de Gaza l'objet d'accusations d'antisémitisme et de demandes de destitution de la part d'Israël et de certains de ses alliés, en raison de ses critiques et de ses accusations de génocide contre l'État hébreu.

Agence Anadolu
31 Octobre 2024

Argentine : Milei licencie son chancelier pour avoir voté contre le blocus de Cuba



La courageuse ministre des affaires étrangères, Diana Mondino

Le président argentin Javier Milei a renvoyé sa ministre des affaires étrangères, Diana Mondino, après qu'elle ait décidé que Buenos Aires voterait contre le blocus de Cuba par les États-Unis, ce mercredi, à l'assemblée générale des Nations unies, à New York.

Cette décision a été prise après plusieurs chocs entre la présidence et le ministère des affaires étrangères à cause des changements brusques et contraires à la tradition de la politique étrangère argentine que met en place le président d'extrême droite.

Après que le Gouvernement ait confirmé officiellement le départ de Mondino, le porte-parole de la présidence, Manuel Adorni, a donné le nom du remplaçant de l'ancienne fonctionnaire. Il s'agit de l'actuel ambassadeur d'Argentine aux États-Unis, Gerardo Werhein, qui a une position évidemment favorable à Washington.

Le bureau de Milei a ai émis un communiqué expliquant les raisons qui ont amené à remplacer Mondino : « *L'Argentine traverse une période de changements profonds et cette nouvelle étape exige que le corps diplomatique reflète dans chaque de ses décisions les valeurs de liberté, de souveraineté et de droits individuels qui caractérisent les démocraties occidentales.* »

Le communiqué indique aussi que le pays « *défendra ces principes dans tous les forums internationaux auxquels il participe* » et ajoute que le Gouvernement engagera « *un audit du personnel de carrière* », afin « *d'identifier ceux qui encouragent des ordres du jour ennemis de la liberté* », ce qui annonce clairement la persécution prochaine de toute idée contraire à la vision ultra-conservatrice de Milei.

Alba Ciudad 30 Octobre 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 31 Octobre 2024

À l'ONU 187 voix contre le blocus de Cuba par les Etats-Unis

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté ce 30 octobre 2024 par 187 voix pour, deux contre et une abstention, la trente-deuxième résolution exigeant la fin du blocus américain contre Cuba.

Le résultat confirme l'isolement de la nation nord-américaine dans sa politique contre La Havane, décrite dans ces espaces comme obsolète et insensée. Les délégations américaine et israélienne ont voté contre, tandis que la Moldavie s'est abstenue.

La résolution demande aux États de s'abstenir de promulguer et d'appliquer des lois et des mesures coercitives, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la charte des Nations unies et du droit international, qui réaffirment, entre autres, la liberté de commerce et de navigation.

Il demande également que les mesures nécessaires soient prises pour les abroger ou les invalider dès que possible.

Le vote s'est accompagné d'un rapport détaillé préparé par le secrétariat de l'ONU avec la contribution de 180 pays et de quelque 30 agences des Nations unies.

Des agences telles que le Fonds des Nations unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et les organismes mondiaux pour le commerce et le tourisme soulignent les effets critiques de cette politique dans chacun de leurs domaines d'intérêt.

Selon la délégation cubaine, le blocus est la pierre angulaire de la politique de pression maximale contre l'île des Caraïbes. La prolongation des mesures unilatérales ayant le plus grand impact sur la population et l'économie continue de reproduire et d'aggraver les effets dévastateurs du siège, le plus long et le plus

suite à la page(19)



Directory Classified

Tel: 718-421-0162

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

États-Unis : 12 000 emplois seulement créés en octobre, bien moins que les estimations qui tablaient sur 106 000

Par Övünç Kutlu

Le marché s'attendait à une hausse de 106 000 emplois pour le mois, qui a vu deux ouragans destructeurs frapper plusieurs États américains ainsi qu'une grève de grande ampleur chez le fabricant d'avions Boeing. Les créations d'emplois pour le mois de septembre ont été révisées à la baisse de 31 000, passant de 254 000 à 223 000.

Le taux de chômage est resté inchangé à 4,1 % en septembre, ce qui est conforme aux estimations du marché. Le nombre de chômeurs était de 6,4 millions en octobre, tandis que la population active est restée inchangée à 62,6 % au cours de cette période.

Ces nouveaux chiffres sont publiés à quelques jours des élections présidentielles et législatives américaines de mardi prochain, l'économie étant un enjeu majeur pour la plupart des électeurs.

La grève de Boeing frappe l'industrie manufacturière

Le ratio emploi-population est quant à lui resté stable à 60,0 % en octobre, par rapport au mois précédent. En octobre, le nombre de personnes ne faisant pas partie de la population active et souhaitant actuellement un emploi est également resté inchangé, à 4,6 millions, a indiqué le département du travail dans un communiqué. « *Ces personnes auraient préféré un emploi à temps plein, mais travaillaient à temps partiel parce que leurs heures de travail avaient été réduites ou parce qu'elles ne parvenaient pas à trouver un emploi à temps plein* », a ajouté le département.

En octobre, c'est le secteur de la Santé qui a enregistré la plus forte progression en termes d'emplois, avec 52 000 postes supplémentaires. L'emploi dans l'industrie manufacturière a en revanche chuté de 46 000, principalement en raison de la grève chez le constructeur aéronautique Boeing, selon le département du travail.

En octobre, le salaire moyen de tous les employés du secteur privé non agricole a augmenté de 0,4 % par rapport à septembre, pour atteindre 35,46 dollars de l'heure. Ce chiffre montre une augmentation annuelle de 4 % par rapport au même mois de 2023.

« Les ouragans ont réduit la croissance de l'emploi »

Le président Joe Biden a déclaré que la dévastation causée par les ouragans Helene et Milton et les nouvelles grèves ont réduit la croissance de l'emploi au cours du mois d'octobre. Il a ajouté que le nombre d'emplois devrait augmenter en novembre grâce aux efforts de redressement et de reconstruction déployés par l'administration à la suite du passage des ouragans.

« L'économie américaine reste forte, avec 16 millions d'emplois créés depuis mon entrée en fonction, dont une moyenne de 180 000 emplois créés chaque mois au cours de l'année écoulée, soit plus que l'année précédant la pandémie», a-t-il déclaré dans un communiqué publié par la Maison-Blanche.

« Nous avons le taux de chômage moyen le plus bas de tous les gouvernements depuis 50 ans, notre économie a connu une croissance supérieure à celle de tous les mandats présidentiels de ce siècle, les revenus ont augmenté de 4 000 dollars et l'inflation a quasiment atteint son objectif de 2 %», a-t-il ajouté.

Joe Biden a déclaré que son gouvernement s'efforçait chaque jour de réduire le coût des loyers, des médicaments sur ordonnance, de l'assurance maladie et des services de garde d'enfants pour les familles.

Il a fait valoir que les républicains du Congrès, en revanche, proposent une taxe nationale sur les ventes qui coûterait aux familles près de 4 000 dollars par an, nuirait à l'industrie manufacturière et supprimerait des centaines de milliers d'emplois.

« Ils se battent pour accorder des allègements fiscaux aux milliardaires et aux grandes entreprises, alors que nous nous battons pour développer la classe moyenne », a ajouté le président américain.



Le taux de chômage reste inchangé à 4,1% ; ces nouvelles données sont publiées à la veille des élections présidentielles et législatives américaines de mardi prochain

Seulement une partie des dépêches, que l'Agence Anadolu diffuse à ses abonnés via le Système de Diffusion interne (HAS), est diffusée sur le site de l'AA, de manière résumée.

Agence Anadolu 01 Novembre 2024

Suite de la page (18)

complet de l'histoire.

Cette politique se poursuit avec l'objectif historique de déprimer l'économie et les salaires, de créer des pénuries matérielles et des dommages aux services publics, de provoquer le mécontentement et le désespoir de la population et de subvertir l'ordre constitutionnel légitimement établi. « Le blocus est un crime contre l'humanité, un acte de génocide et une violation flagrante, massive et systématique des droits de l'homme de plus de 11 millions de Cubains. Il s'agit d'une politique cruelle de punition », reconnaît le document.

Le rapport présenté par Cuba estime à cinq mille 56,8 millions de dollars les pertes dues au siège entre mars 2023 et le 29 février 2024, ce qui représente une augmentation de 189,8 millions de dollars par rapport au rapport précédent. La politique agressive provoque une perte mensuelle approximative de plus de 421 millions de dollars, plus de 13,8 millions de dollars par jour, et plus de 575 683 683 dollars de dommages par heure.

Pressenza 01 Novembre 2024


21
NOV
GRÈVE UNIVERSITAIRE
INTERNATIONALE CONTRE LE GENOCIDE


AGOCI ENTERTAINMENT PRESENTS
Rites Of
Passage
LEVE KANZO
A CULTURAL EVENT
Prospect Heights
High School
883 Classon Ave,
Brooklyn, Ny, 11225
NOV 16
2024
6PM-9PM
DANCE & THEATRICAL PERFORMANCES: AGOCI MUSIC AND DANCE COMPANY
FASHION SHOW: FABALEY FASHION
TICKETS
$40 ADULTS
$20 CHILDREN
FOR MORE INFO: 347-600-6389
agoci


Have Computer Problems?
Get
$20 OFF
Any Service
Use Coupon Code
42513
Friendly Certified
Computer Repair Experts
24/7 Emergency Service
Data Recovery
Virus Removal
Regular Maintenance
Call Now
Get a Free Diagnosis
866-848-0045
Geeks OnSite